

Chapitre I

OFFENSIVE D'IRAN

B) DU 17 FEVRIER AU 3 NOVEMBRE 1979

1) IRANIE DE L'HISTOIRE

La totalité est le concept le plus oublié de l'histoire. La révolution iranienne est la tentative la plus remarquable pour que son siècle ne soit pas le plus oublié de la totalité. Ses contemporains sont tellement habitués, abrutis même, par la lente mais apparemment irrésistible progression de l'objectivité, cette pratique de division des choses et des hommes par les choses, qu'ils ne semblent pas pouvoir en imaginer, ne serait-ce que le ralentissement. La résignation, la soumission à l'érosion des consciences, l'esclavage à la modestie, la routine de la plus grise servitude, la fatalité de l'aliénation sont telles que les pauvres non-iraniens de 1979, valets ou gueux, ont dans leur écrasante majorité laissé passer la grande avalanche iranienne avec une apathie et une incompréhension dans leurs intérêts qui sont aussi inquiétantes que folles. Si l'avenir n'est pas trop occupé pour reconnaître notre pauvre temps, je pense qu'il ne le notera nulle part mieux que dans ce contraste extrême du mouvement qui remet tout en cause d'un monde si ignorant qu'il ne sait même pas cela.

La totalité est le terrain de jeu de la subjectivité. L'apparition de la totalité est la suppression par les hommes de ce qui les médiatise. La totalité n'est pas une vision, plus ou moins d'ensemble, ou une somme de choses, la totalité est le mouvement de la réalité devenant effective, une hache qui tranche jusqu'aux fondements de l'existence. Nulle part mieux qu'à Téhéran en 1979, il ne convient de saluer l'irruption *pratique* de la totalité, le premier festin moderne de la conscience.

Rien n'explique mieux le retour de l'Islam comme idéologie dominante que ce retour de la totalité comme pratique historique. L'Islam est d'abord une idéologie souple. Ses interdits et les devoirs de son culte sont rigides. Ces détails de comportement, malheureusement, arrivent à passer pour les grandes affaires et les grandes pensées du siècle de la marchandise. Dans le monde semi-athée qui a décrié comme une aberration l'application rigoureuse de quelques préceptes concrets de l'Islam, qu'il assiège de calomnies pour rendre cette idéologie incriticquable, règne une rigueur réellement aberrante dans les idées générales. L'Islam, au contraire, est aussi fidèle à quelques détails pratiques qu'ouvert à toute idée nouvelle. Le Coran et les traditions constituent ses uniques sources, et elles sont adaptables à tout, interprétables et interprétées à l'infini. En Iran, bousculé d'abord par la soudaine et violente pénétration de l'objectivité marchande, et éprouvé et façonné au soulèvement encore plus vif et plus profond des gueux en 1978, l'Islam, brutalement réveillé, avalait et digérait à la hâte le gros de la modernité idéologique du monde. Ainsi les idéologues islamiques parlent aussi volontiers d'économie, de classes sociales, d'impérialisme, de Marx et de Freud, que leurs homologues léninistes, situationnistes ou néo-keynésiens. Mais de façon complé-mentaire à son adaptation théorique aux thèmes et aux méthodes de la récupération la plus moderne, l'Islam faisait valoir ses antiques conceptions, qui pour la plupart recouvrent des concepts bannis du long tunnel matérialiste et reviennent spontanément à la critique du vieux monde dès que les pauvres s'en donnent la joie. Aussi ne faut-il nullement comprendre l'Islam en Iran comme la religion ancienne que son nom évoque. Les gueux l'ont fait triompher des idéologies concurrentes en la corrigeant. Et les valets, quoique maugréant, ont préféré se laisser imposer ce compromis, ravis que cette nouvelle Commune leur laisse autant la parole que celle de 1871 avait laissé aux bourgeois la Banque de France. Cet Islam hybride de 1979 schématise et explique les mouvements les plus vastes en les mariant avec les trucages les plus récents. En ce sens il est un stade suprême de la récupération, un produit nouveau et rationnel, maniable et rentable, un assemblage fertile d'ingrédients séculaires et de produits chimiques récents, assené au moyen de techniques d'avant-garde dans un emballage qui reproduit l'authenticité comme un tableau hyperréaliste. Ce n'est donc évidemment pas cette religion antique qui a accouché des fiévreuses secousses de 1978, comme l'ont sans cesse prétendu les porte-parole de la valetaille, mais ces fiévreuses secousses de 1978 qui ont accouché de cette néo-idéologie. Elle n'a donc jamais été l'utérus d'une

grossesse monstrueusement infinie, mais le cordon ombilical d'un nouveau-né qu'il fallait étrangler.

Dans l'Islam, la totalité se prononce "towhid" et a un contraire, "sherk". Le towhid est l'unité de Dieu, de la nature et de l'homme. Le towhid est l'unité première et toute l'unité. C'est un concept de base primordial. Ce n'est pas du particulier qu'on s'élève au général, mais la généralité qui fonde et détermine la particularité. Ce n'est pas en mettant une brique sur l'autre qu'on atteint les cieux, comme le soutient le positivisme matérialiste, qui, lorsqu'il rencontre le scepticisme, préfère conclure qu'il *n'y a pas de cieux*. Le towhid, de plus, est le concept qui explique le mépris des musulmans pour les autres religions, parce que, non sans raison, ce concept leur paraît le concept même du monothéisme (le christianisme, avec sa sainte trinité, leur paraît polythéiste). De plus, et ceci décrit aussi bien l'Islam que le concept de towhid, la contradiction même est sherik. On ne contredit ou combat que justement ce qui s'avère être sherik, diviseur, mauvais, athée, ou plus exactement c'est le sherik qui contredit l'harmonie de la terre, dont l'homme est le vice-régent de Dieu. Ainsi est-ce un crime de diviser, et le consensus est souvent souverain.

Enfin le towhid est la genèse et l'au-delà de l'histoire. Dans "Philosophie de l'Histoire" de 'Ali Shari'ati, toute l'histoire est la division du towhid et du sherik. L'histoire *commence* avec la dispute de Caïn et Abel ; et toute l'histoire, jusqu'*au-delà de sa fin*, se déduit de l'interprétation de cette dispute ; et toute cette interprétation se veut construite sur la "science", notamment la "sociologie marxiste". Caïn, le méchant, le sherik, l'agriculteur, qui introduit la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme, qui méprise Dieu, convoite la fiancée de Abel, le bon, le pâtre, le communiste primitif, en unité et en harmonie avec Dieu et la nature. (Shari'ati, qui exclut de son amalgame allégorique le passage du matriarcat au patriarcat, fait un simulacre d'analyse freudienne, pour montrer que l'Islam peut intégrer Freud.) Caïn tue Abel. Le temps sans contradiction du paradis sur terre est fini, le monde est divisé. Il le restera jusqu'au retour du communisme, cette fois évolué, et de la société sans classes, jusqu'à la victoire de Abel sur Caïn, et du towhid sur le sherik. Shari'ati dit en substance ceci : voyez, la sociologie, l'économie politique la plus moderne, peut nous aider à comprendre le Coran. Mais dans le Coran, tout était déjà là : l'allégorie de l'histoire qui est allégorie de l'aliénation. Et donc, on a raison de se révolter, d'approuver les sciences les plus modernes, de connaître les découvertes les plus sherik, d'admirer secrètement Marcuse, et, pourquoi pas, d'être un petit

prof de gauche de cet Islam qui commence et finit dans ce towhid éthique et exquis.

Le towhid est donc l'harmonie, l'ordre, la paix. Mais la totalité, l'Iran en 1979, c'est l'humanité marchant vers sa réalité, un incessant conflit, mille contradictions. Que les apôtres du towhid soient alors obligés de proclamer leur victoire est déjà une plaisanterie on ne peut plus sherk. Le décalage de l'idéologie au mouvement qui dissout les conditions existantes, le freinant mais la forçant à mentir, se manifeste ici dans toute son étendue. L'Islam new-look, towhid en tête, doit momifier en préalable inamovible la totalité qui se manifeste comme mouvement, et doit déclarer, dès le moment de son avènement, l'avènement du contraire de ce qui est là. Cette avant-garde dernier cri de la pensée rampante est l'arrière-garde essoufflée du mouvement anonyme. Car au moment où ces idéologues de l'unité arrivent au pouvoir grâce à elle, c'est dans la pire division, au moment où le paradis de l'au-delà est censé avoir trouvé sa tête de pont ici-bas, c'est le chaos le plus coloré, au moment où ces pseudo-Adams crient towhid, towhid, ceux qui font l'histoire, et qui les ont amenés là, font le plus noir des échos : anarchie, anarchie.

Cette anarchie n'est pas une anarchie d'anarchiste. Sans idéologues, sans théoriciens, sans syndicats et sans ministres, elle n'est désignée que par ceux qui ne l'ont pas faite : "l'anarchie est le plus grand danger qui menace le pays" résume le 27 juin en obligeant porte-parole de tous les valets, l'Emâm Khomeyni. L'Etat est en miettes qu'on hésite à recoller, la marchandise s'avarie dans un ravin, sans secours : priorité à la vengeance ; ensuite on discutera morale dans le mépris du travail, dans l'orgie des débats, des disputes, des discours, des organisations, des bagarres. Le meilleur aveu de cette cacophonie d'ordres et de contre-ordres, de cette brillante débauche de contradictions, de cette vie pleine et intense, de cette pluralité forcément peu goûtée par l'ennemi, est fourni le 13 juin 1979 par Eric Roulure, informateur du "Monde" : "En attendant que la question du pouvoir soit tranchée, la guerre civile larvée se déroule à des niveaux différents et selon les clivages les plus insolites. Dans la mosaïque de peuples, d'ethnies, de religions qu'est l'Iran, dans un processus de bouleversements politiques, sociaux, culturels d'une rare complexité, en l'absence d'un mouvement politique fort et structuré, capable d'encadrer et de diriger la population, les conflits de tout ordre sont destinés à se multiplier dans la confusion et l'incohérence du moins apparentes."

Du 9 janvier 1978 au 16 février 1979, la progression chronologique était aussi la progression de l'être vers l'essence, de la révolte vers la révolution : comme une belle avalanche de bonds qualitatifs, la lutte contre le Shâh, sur la pente raide du temps, entraînait dans son bouleversement toute la montagne de la société, malgré les lamentations des propriétaires de chalets contraints de fuir sans leurs biens, les mauvaises excuses des secouristes, les mensonges des géologues et les doctes déductions de quelques météorologues obséquieux. Mais déjà dès le 16 février, alors qu'on continue encore à s'y battre tout le temps ("autant les journées sont calmes à Téhéran, autant, dès la nuit tombée, il n'est pas rare d'y entendre claquer les mitraillettes", 17 avril), l'entente est tellement brouillée dans le grand cheval de Troie de l'Islam qu'il faudra attendre le 4 novembre pour qu'un grand coup de spectacle rende à tout et à tous une date incontournable. D'ici là ce ne sont que disputes particulières, et les puissants projecteurs affolés des ennemis des gueux errent comme ivres sur ce champ d'explosions diverses et spontanées, sans en découvrir les rapports ou les intérêts, illuminant soudain un détail, puis frôlant par hasard les silhouettes fantomatiques d'une dispute qui aurait pu faire sauter le monde, et qui aussitôt retourne à la nuit des temps.

2) VENGEANCE

Un Etat sans police n'est plus qu'un territoire. En Iran il n'y a plus de police. Un territoire sans armée est un désert ou un terrain de jeu. En Iran l'armée a explosé et s'est faite dépouiller de son autorité, de son aptitude à faire la police. Armés et ingouvernés les gueux d'Iran sont indésarmables et ingouvernables. La critique, la passion et à chacun la même arme, voilà ce qui distingue l'homme libre.

L'Islam est une idéologie construite pour subjuguier de tels guerriers par le verbe, puis leurs ennemis par l'épée. Aucun homme n'ose prétendre s'être soumis cette pensée ; quand cette pensée a commencé d'exister en se soumettant les hommes les plus rudes de son temps ! Mais notre temps est devenu plus rude encore que celui de Mahomet. Car, si les idéologues de l'Islam ont été les seuls à espérer s'imposer aux émeutiers de Téhéran, les émeutiers de Téhéran n'ont

jamais été réduits par le verbe, qui était leur arme, mais par l'épée, qu'il a fallu leur planter dans le dos.

La première mesure de ces idéologues est de vouloir rétablir l'Etat. Le premier fait du rétablissement de l'Etat est de disposer de la coercition, c'est-à-dire des armes. La seule consultation islamique, au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire s'adressant aux guerriers libres, avec l'unique autorité de la connaissance et de la supériorité spirituelle, a eu lieu dès le 13 février 1979 : c'est le second discours public de Khomeyni depuis la chute du dernier gouvernement nommé par le Shâh. Pas davantage que dans le premier, la veille, qui commence par ce premier point qui présuppose une police "tout acte d'incendie ou de sabotage équivaut désormais à un acte de trahison...", on n'y trouve d'hommage aux victimes, d'éloge ou de programme des vainqueurs ; mais cet ordre, dont l'absence de buts avoués souligne les buts cachés, où l'autorité du ton se substitue à l'autorité des arguments, et où la violence du verbe a pour fonction de dissimuler la violence de l'angoisse : ceux qui refusent de rendre les armes seront considérés comme "ennemis de l'Islam et de la révolution".

Ainsi parle-t-on aux esclaves qui ont peur des sbires d'un Shâh, mais pas aux gueux libres qui les ont vaincus les mains nues. Le 12, selon des chiffres invérifiables, 300 000 armes à feu étaient distribuées dans Téhéran ; une semaine plus tard, 1 500 000 dans tout l'Iran ; 6 % seulement auraient été restituées à la suite de cet appel et des suivants. Voici ce que signifient ces chiffres rares, qui n'ont pas besoin d'être officiels pour être éloquents et qu'il n'aura pas suffi de taire (ce qui, malheureusement, est le meilleur indice de leur vérité) pour occulter : 6 % des guerriers libres seulement soutiennent Khomeyni. C'est trop peu pour reconstruire une police. Qu'importe, en guerre civile, la foule des figurants qui ont gonflé le défilé du 1er février, mais qui n'ont pas osé prendre les armes ? Les auteurs de l'appel de Khomeyni, les utilisateurs de son autorité, savent désormais qu'ils ne pourront désarmer le mouvement qu'en le suivant, à l'usure, en approuvant ses outrances pour les enrayer, en le divisant, en le distrayant, en harcelant les attardés, prétendant toujours le guider, mais l'égarant, l'embourbant si possible pour briser son rythme. Par ailleurs : pourquoi les insurgés n'ont-ils pas rendu les armes ? Les derniers complices du Shâh, lui-même traqué, ne sont plus à craindre. N'ont-ils pas confiance ? Comptent-ils se servir de leur arsenal ? Pourquoi ? Comment ? Quand ? Contre qui ?

A partir de la révolution russe, les Etats se sont considérablement renforcés contre leurs citoyens. Ce siècle a vu se réaliser les

cauchemars les plus pessimistes de Kafka, puis les plus sinistres d'Orwell. Le contrôle de plus en plus tatillon de tous les aspects de la vie sociale et même de la pensée, sont bien le contraire d'un perfectionnement raffiné de la civilisation, bien plutôt, par la rigueur bornée dans les détails, d'absurdes mais implacables mécanismes et l'absence générale de passion, ce qu'il y a de méprisable dans la barbarie. L'Etat moderne, a, pendant ce siècle, produit plus de barbares modernes que l'antiquité n'en a jamais connus. Plus l'Etat ainsi carapacé tombe, plus il tombe de haut, et plus il tombe de haut, plus il libère une intensité davantage contenue : ce qu'il y a au contraire de noble dans la barbarie, la vengeance, que la pudeur appelle l'épuration, s'est manifestée de façon croissante de Budapest en 1956, en passant par Lisbonne en 1974. D'abord, son objet avoué est la police secrète du régime déchu ; puis, le sommet de la hiérarchie sociale ; puis, si on la laisse faire, elle s'étend aux indicateurs de cette police ; puis, comme une épidémie, elle dévale toute la hiérarchie ; et c'est toute la classe des valets qui est ainsi menacée, parce qu'on ne devient valet que nommé par des supérieurs hiérarchiques et non pas par ses pairs à la base. L'épuration comme critique de la hiérarchie est l'action révolutionnaire qui cristallise la classe des valets : même les chefs de l'opposition au Shâh ont du pactiser à un moment ou à un autre avec son régime : comment croyez-vous qu'on devienne avocat, professeur, gros commerçant, voire âyatollâh, et qu'on le reste sans s'être compromis avec une dictature aussi serrée, et qui dure depuis cinquante ans ?

Voici donc, pour tous les valets, les termes du premier, du plus impérieux débat dès la fin de l'Empire : comment endiguer et interdire la vengeance à ces gueux armés, sans passer pour leurs ennemis, sans passer par leurs armes. Le décalage entre la fureur des gueux, justifiée par les exactions du tyran mais fondée par le plaisir d'expérimenter ainsi leur souveraineté, et l'embarras inquiet des représentants auto-nommés des valets, est le même que lors du Vendredi Noir, des journées de février, et qu'entre la pensée pratique du mouvement insurgé et l'idéologie islamique chargée de le rattraper. Il est nécessaire de le souligner parce que tous les ragots sur l'Iran présentent l'épuration comme l'agression sanguinaire d'un groupe de dirigeants atrocement pervers, malgré la modération d'un autre groupe de dirigeants, démocrates, libéraux et censés. En réalité, les valets ont mis en scène leur tactique la plus ancienne et la plus efficace : ils se sont scindés spectaculairement pour médiatiser tout aussi spectaculairement ce débat sur la vengeance. Le 10 mai, l'ignorante candeur d'un journaliste nous confie un peu tard : "les principaux

dirigeants de la nouvelle république se sont distribués les rôles : les uns tiennent un langage militant, voire agressif pour conserver la confiance des masses ; les autres assument le rôle ingrat dans ce pays qui consiste à réclamer la vie sauve pour les tenants de l'ancien régime." Selon quoi se sont-ils scindés ? Selon la proximité de la menace : côté "langage militant", les religieux les plus persécutés sous le Shâh, avec à leur tête Khomeyni, dont les complicités avec l'Etat qui vient de tomber (par ex. avec ses généraux dans la première semaine de février) paraissent encore négligeables par rapport à l'acharnement irréductible, à la prison et à l'exil, qu'il a vécus depuis la naissance d'au moins trois Iraniens sur quatre ; côté "rôle ingrat", les notables laïcs derrière Bâzargân, ce fumier qui cache alors son vieux compère sanglant Bakhtiyâr, et que les gueux ont manqué de peu dès le 14 février. Hors d'Iran, comme un seul homme, on soutient Bâzargân dans cette pseudo-dispute, parce que l'écrasante majorité des valets s'identifie davantage à lui qu'à Khomeyni. C'est un débat de polichinelle qui tente alors d'amuser des vengeurs masqués : "rôle ingrat" : ne cédon pas, je vous prie, à nos bas instincts ; restons raisonnables : l'administration est pleine de spécialistes capables et utiles au pays ; ils ont peut-être eu un peu les sens brouillés, et d'ailleurs, sous le Shâh, n'était-on pas un peu contraint de collaborer ? "Langage militant" : comment, chenapan ! Vous et vos impérialistes amis protestez contre la juste punition de quelques faquins selon nos justes lois ! Eh, qu'est-ce, s'il vous plaît, que 80 coups de fouet pour un trafiquant d'héroïne qui a plusieurs vies sur la conscience ? On entendait moins vos cris indignés quand des milliers de victimes étaient massacrées par ces quelques rares tortionnaires que nous sommes bien obligés maintenant de condamner à mort ! (Le sophisme de cet argument très répandu consiste en ceci : les victimes de la SAVAK le furent avant que l'Iran n'entre dans l'histoire. Par contre, chaque victime d'après le 15 février est au centre d'une question historique. C'est un compliment involontaire du spectacle d'être obligé de s'en indigner. Et comme c'est donc un compliment à ceux qui ont fait l'histoire, les "langage militant" qui la subissent alors, s'en passeraient volontiers.)

Alors qu'on commence à fusiller des généraux (16 et 20 février), Khomeyni appelle les mojahedines, vainqueurs des fedayines, à garantir sa défense et celle de l'Etat (20 février) "aider l'armée et la police à maintenir la loi et l'ordre et à écraser les bandits". Début mars "le fait est que des fusillades ont lieu toutes les nuits, faisant grand nombre de morts" pendant que les tribunaux islamiques, souvent constitués spontanément, bien trop spontanément pour tous ceux qui

sont trop mouillés pour ne pas craindre leur manque de contrôle, continuent à condamner dans l'allégresse, sous la pression de la rue. Dans la nuit du 13 au 14 mars, on signale 11 exécutions, et pour la première fois "des politiques" qui n'auraient pas de sang sur les mains. Il s'agit en fait de responsables de la télévision du Shâh, menteurs infiniment plus dangereux qu'un régiment de gardes impériaux en chaleur. Cette exécution signifie que les tribunaux islamiques, au contraire de réfréner la vengeance des gueux, sont dans certains cas devenus leurs instruments, d'autant plus redoutables qu'institutionnalisés.

On se figure la panique chez les valets ! Le même jour, la peine de mort est requise contre l'ancien Premier ministre, escroc par excellence, Hoveydâ ! Son successeur actuel, Bâzargân, affolé, intervient auprès de Khomeyni, par l'organe duquel il suspend les exécutions et les procès politiques, le 16 mars. Cette interdiction, qui ne peut toucher que les tribunaux, est plutôt une façon de se dédouaner qu'un coup de bluff, et plutôt un coup de bluff que la preuve d'une autorité retrouvée. Les particuliers la nuit, les comités au crépuscule, et parfois même les tribunaux en plein jour, passent outre sans que personne n'ose les en empêcher. "... Une délégation constituée par le procureur de Téhéran, des représentants du tribunal révolutionnaire et des "gardiens de la révolution" se rendit à Qom et somma l'Imam Khomeiny de permettre la reprise des exécutions capitales. "Si vous ne le faites pas, nous tuerons tous les prisonniers sans autre forme de procès", lui dirent alors les membres de la délégation. Cet épisode dramatique que narre brièvement M. Bazargan - et que nous ont rapporté avant lui dans le détail des personnalités proches de l'ayatollah Khomeiny - a failli déboucher sur des émeutes. "A Ispahan par exemple, nous dit le président du Conseil, la population a pris d'assaut la prison centrale et a massacré plusieurs responsables de l'ancien régime." L'Imam Khomeiny aurait alors dit à M. Bazargan : "Pour l'instant, nous n'avons pas le choix. En attendant l'apaisement qui couronnera vos efforts, les procès devront se poursuivre." De plus, dans le Pakistan voisin, premier pays à loi islamique, on se prépare à l'exécution de Ali Bhutto, et tout au début d'avril, les gueux d'Iran n'arrivent pas à comprendre pourquoi Hoveydâ aurait moins mérité la mort que Bhutto. Le 5 avril, jour du supplice de Bhutto, paraît un "code pénal islamique" dont l'absence avait été la justification officielle pour l'arrêt des exécutions. Le 6, la levée de l'interdiction des exécutions consacre le spectacle de la scission de la fraction Khomeyni et de la fraction Bâzargân. Le 8, Hoveydâ passe à la trappe dans le tollé international qu'on imagine :

un homme à la table duquel tous les dirigeants du monde ont soupé !
L'exécuter, c'est menacer tous les dirigeants du monde !

Maintenant qu'il y a une loi, il faut une police. Le 19 avril on réinstaura un corps public de ce nom, par l'interdiction faite à tout autre corps, et donc aux comités, de procéder à des arrestations. Ces terribles comités sont également sommés de répondre à un questionnaire sur leurs participants. Enfin pour arracher la loi à l'immédiateté de la rue en la revêtant de dignité officielle, la télévision, depuis mi-avril, retransmet des procès, garantissant ainsi une transparence lourdement exigée hors d'Iran, où, soit panique, soit démagogie, soit bêtise, on reste absolument sourd aux difficultés quasi insurmontables des récupérateurs, et où on leur reproche avec impatience d'être incapables d'établir soudain la quiétude fourbe et morne dont tous les valets voudraient la terre recouverte. Lien entre les vieux Etats du monde et le nouvel Etat iranien, Bâzargân, confronté à l'impatience et à l'incompréhension des gueux, ne trouve que la même impatience et incompréhension auprès de ses semblables. Le 15 mai, au moment où le Shâh, Sharifemâmi, Azhari et Bakhtiyâr sont enfin condamnés à mort par contumace (ce qui ne coûte pas cher et plaît), une interview, où il tente de conjurer au moins le bon sens des informateurs, ne fera que transformer leur éventuelle ignorance sur le fond de ce qui se passe en Iran, en mauvaise foi, sous le masque de la même vertueuse indignation. Et pourtant, cette fois-là, Bâzargân plaide avec la sincérité que donne le désespoir : "l'Imam m'a dit : votre intervention serait bénéfique à terme. Mais en attendant, les tensions sont telles que si nous n'exécutons pas les coupables, le peuple risque fort de se livrer à des massacres... Le président du Conseil iranien se plaint à ce propos de l'ignorance de la presse occidentale. Vous ne concevez pas, dit-il avec force, à quelle fantastique pression populaire nous sommes soumis, tous sans exception. La fièvre révolutionnaire n'est pas tombée depuis la chute du Shâh, bien au contraire. La vague de fond qui a balayé le régime impérial poursuit sa course impétueuse et cherche à tout détruire sur son chemin." Ce jour-là, Khomeyni demande que cessent les exécutions capitales à l'exception des "personnes dont il serait prouvé qu'elles ont tué ou torturé à mort", puis la semaine suivante fait libérer 700 détenus dont 70 anciens parlementaires. Mais le jour même, voici le désaveu : "La presse signale des manifesta-tions en province demandant l'exécution d'anciens tortionnaires ou responsables locaux de la SAVAK."

A partir de début juin, les fronts se stabilisent. D'un côté, l'épuration sauvage, et sa forme modérée, les demandes excessives ;

de l'autre, la lutte acharnée pour policer cette épuration ; et entre les deux, comme tampon et terrain d'affrontement, les tribunaux islamiques. Le scandale de la vengeance, s'il ne régresse pas encore, ne progresse plus. Les informateurs étrangers, dont le rôle est éminent, ne peuvent plus faire de copie avec l'inflation monotone de sentences identiques, quand elles sont dans le loi, même islamique, et leurs entrefilets, apparemment résignés et réellement soulagés, deviennent de plus en plus laconiques. Les dirigeants de l'Etat iranien, au contraire, léchés par les flammes, sont bien obligés de continuer à chercher des extincteurs. Le 26 juin, on interdit aux pasdarans d'arrêter des soldats ou des flics "pour délits mineurs", puis le 5 juillet, prétextant l'insécurité sur la frontière irakienne (qui est la révolte de la province pétrolifère du Khuzestân), Khomeyni proclame une amnistie pour l'armée et la police. Le 11 septembre, il faut de nouveau interdire aux pasdarans de se mêler des affaires du gouvernement en arrêtant des membres de l'administration. Enfin le 15 septembre, un décret-loi est censé contrôler l'épuration des SAVAKis dans l'administration (contre l'avis de Bâzargân qui souhaitait leur impunité), et commence l'épuration des "corrompus" à l'Université qui doit rouvrir le 24.

La vengeance est un feu, la vengeance est un plaisir. La vengeance est aussi prompt que le revanchisme est durable, aussi joyeuse que la vindicte est aigre, aussi feu d'artifice que la rancune est économie, consommation intérieure, rongeuse et bourgeoise. La vengeance effraye plus parce qu'elle frappe librement que parce qu'elle frappe fort. A propos de l'Iran, il n'a jamais été question que du mot sanitaire d'"épuration" pour désigner cette pratique de seigneur. C'est sous ce même mot, à partir de fin juin, que la vengeance repue et épuisée passe insensiblement dans le revanchisme, la vindicte et la rancune. Grâce à la loi, et comme en témoigne le désintérêt grandissant de la presse, le feu brûlant s'est éteint et est devenu ce plat bourgeois qui se mange froid.

La vengeance est la première passion d'homme libre, d'homme enfin libéré. En Iran, elle a été le feu de paille de la fièvre révolutionnaire, chauffant l'âtre de violences plus profondes au moment de disparaître en fumée. Elle s'accommode mal d'institutions. Lorsque des individus s'adonnent à cette noble passion, ils n'ont besoin d'aucun intermédiaire et d'aucun délai. Ils se passent de prisons, ils ne retiennent pas leur jugement. Si un témoignage ou une certitude leur manquent, ils prennent la responsabilité de les deviner, ou ils acquittent sur le champ. Si un gueux veut se venger, généralement il décide tout de suite et il oublie. Les tortures subtiles,

les cruautés raffinées, sont contrairement à ce qu'en pensent leurs victimes, des plaisirs très inadéquats à rendre un coup, une offense ou une humiliation : il est extrêmement rare qu'une vengeance soit compliquée, surtout dans l'énorme tension soudain libérée d'une révolution, où la première passion va à la satisfaction la plus rapide et la plus simple.

Dans l'Islam, toute loi est loi de Dieu. Les faqihs sont ceux qui connaissent le mieux la loi de Dieu et qui sont appelés à l'appliquer. L'Islam n'a pas besoin de code pénal, et même, puisque le Coran et les traditions sont toute loi écrite, un code pénal est anti-islamique. Les hommes n'ont pas le droit d'émettre des lois, ils ne peuvent que les interpréter. Mais le néo-Islam a besoin d'un Etat moderne autant que l'Etat a besoin d'un code pénal béni par l'idéologie dominante, d'où ce monstre appelé "code pénal islamique". Les gueux se sont laissés donner la loi. A la question, préférez-vous la loi islamique ou une autre, ils se sont distrai-tement laissés prendre au piège. Ils ont répondu, la loi islamique bien sûr, parce que là encore, seul l'Islam, par sa loi du talion promettait de légaliser ce qu'ils pratiquaient déjà librement. La bonne réponse était la loi c'est nous, et nous allons vous en faire tâter, insolents valets, puisque vous êtes si préoccupés de la connaître et puisque, justement nous y sommes. A la guerre, se laisser donner la loi est synonyme de défaite. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les troupes auxiliaires trahissent : les tribunaux, fraction modérée et légaliste des vengeurs avant le code pénal islamique, deviennent vite des bastions de l'arrivisme après, à mi-chemin de la rue, au milieu de laquelle ils siègent comme des thermomètres, et de l'Etat qui les paye pour garantir son idéologie : "Nous nous trouvons à un stade d'évolution sociale en Iran, où les actes seuls dispensent de les justifier et de les expliquer... ainsi donc, le tribunal islamique, s'il tient la mitrailleuse d'une main doit tenir la plume de l'autre... la victoire des faibles sur les forts est en même temps la victoire de l'unicité" - towhid - "sur l'athéisme" - sherk - (Tribunal islamique révolutionnaire, 24 avril 1979).

Mais la vengeance des gueux apaisée, les tribunaux ne se dissolvent pas. Les valets vont maintenant faire payer cher d'avoir eu si peur. La loi, et l'amplitude que la colère des gueux lui a donnée, les tribunaux pleins de valets d'autant plus vicieux et rageurs qu'ils n'ont pas trouvé meilleure cachette que dans l'ex-gueule du loup, et l'insouciance des gueux qui n'imaginent même pas de conséquences à leurs justes règlements de compte, vont maintenant se retourner contre eux. C'est la vengeance de la vengeance qui commence en rampant.

3) DE LA BAISE

Dès qu'on dépasse la vengeance, cet acte inutile, on arrive à son contraire qui la fonde, le besoin. Le matérialisme a généralisé la conviction que les hommes se révoltent pour satisfaire des besoins. Si les pauvres se révoltent parfois lors d'un besoin insatisfait, comme le manque de pain à Paris en 89, la vérité de leur révolte n'est pas la satisfaction de ce besoin, comme l'a prouvé 93. Contrairement à la théorie matérialiste de la nécessité de la révolution, la révolution est plutôt une critique de la nécessité et du besoin. La révolution iranienne est à cet égard exemplaire.

Les humains ne sont pas humains parce qu'ils procréent ou parce qu'ils mangent, par cela ils sont animaux. Ce n'est pas dans la nécessité de sa survie que l'humanité se distingue : en cela elle est une espèce animale comme les autres. Le projet révolutionnaire est une proposition de dépassement de ces besoins, de l'obligation et du devoir. Il s'y agit d'organiser la société humaine, non plus en fonction de ces contraintes animales, mais au contraire, en fonction de ce qui l'en libère, de ce qui distingue l'espèce humaine, jouer, parler, jouer.

La domination des besoins, dans la société moderne, est devenue une tyrannie. Je ne parlerai même pas ici du besoin de marchandise, dont tous mes contemporains savent que ce n'est pas vraiment un besoin, mais agissent comme s'ils l'ignoraient. Mais la contrainte, inhérente aux besoins animaux, est devenue la charpente de notre communauté, étouffant jusqu'à l'imagination d'un monde sans police ; la peur de la précarité augmente dans la même proportion où celle-ci semble reculer ; la communication diminue en proportion du nombre de communicants, comme s'il s'agissait d'un gâteau qu'il faille partager en davantage de parts. Le besoin, attaqué pas à pas, recule pas à pas, dans l'infini. Plus le besoin est poursuivi ainsi, plus il grandit. Mais plus les hommes le poursuivent ainsi, plus ils rapetissent, à l'image de leurs chefs, devenus aujourd'hui des valets fourbes et myopes. Etroitesse, indignité, humiliation et falsification sont les gages outrageants d'un monde qui sera *toujours* dans le besoin, où l'espèce humaine progresse comme dans du sable mouvant.

La sexualité est un besoin bâtard, né du besoin de reproduction et du plaisir, et le plus souvent orphelin de l'un et l'autre. La sexualité est un néo-besoin, résultat laissé pour compte de plusieurs réorganisations et redécoupages de l'activité et des relations humaines, comme le

Tchad et le Liban sont les résidus du découpage post-colonial. Et, de ce fait, comme le Tchad et le Liban, la sexualité est un générateur perpétuel de conflits insolubles. C'est la psychologie moderne de Freud, puis de Reich, qui a cristallisé la sexualité en tant que telle, révélant d'abord qu'il existait désormais, historiquement, une activité génitale par elle-même, et en elle-même. La théorie de la sexualité s'est d'abord manifestée comme critique du refoulement sexuel. Ainsi la sexualité elle-même est apparue d'emblée comme un besoin de toujours, que cette théorie n'ambitionnait que de rétablir dans cette dignité.

Les gestionnaires (on ne peut gérer que le besoin) nés après la théorisation de la sexualité, y ont sans difficulté adhéré. La critique du refoulement leur tient même lieu souvent de refoulement de toute critique. L'énergie employée à refouler est nécessairement supérieure à l'énergie défoulée, une perte sèche, calculent-ils en bons économistes. De plus, elle risque d'exploser. Alors que bien encadrée, cette sexualité peut être satisfaite, donc anéantie. Sa canalisation, par ailleurs, compte tenu du travail et de la surveillance constants qu'elle implique, contribue à la fois à la prospérité et au silence social.

A la révélation apocalyptique des conséquences catastrophiques du refoulement sexuel (Freud, Dada, Spartakus) a succédé la tolérance du défoulement sexuel, bientôt discrètement encouragé. Passant avec désarroi, culpabilité et une soif réellement insatiable, du refoulement obligatoire au défoulement encadré, les pauvres sont restés pauvres. Ce honteux défoulement autorisé, loin de supprimer leur misère, comme certains s'en vantent naïvement, n'a même pas supprimé leur misère sexuelle, la renforçant au contraire. Ce défoulement s'exprime sous diverses formes, en diverses activités. Mais l'activité dominante, née en Europe au siècle dernier, et dont la soudaine et impérieuse propagation à travers toutes les nouvelles divisions de la société matérialiste a fait apparaître la sexualité en tant que besoin et théorie, le défoulement sexuel par excellence, séparé de la pensée consciente, blindé contre l'émotion, et divisé de l'ensemble de la vie, se dit baiser, bumsen, fuck.

Le mot argotique baiser, s'accoupler entre humains, a un second sens qui supprime le premier (qui en français n'a lui-même chassé que tout récemment le sens précédent, embrasser) mais en en faisant éclore la vérité (comme le baiser-copulation a été l'éclosion de la vérité du baiser-embrassade). Il signifie posséder, tromper, humilier. Lorsque deux partenaires sexuels baisent "ensemble", l'un baise

l'autre, le possède, le trompe, l'humilie. L'un est séparé, blindé contre l'autre, qui est inter-changeable. Le refoulement consiste à absorber toute émotion et toute énergie sexuelle dans la fortification d'un mur défensif (la carapace qu'est le caractère) pour interdire toute pénétration d'émotion d'autrui, mais qui interdit réciproquement toute évocation de ses propres émotions. Plus on est insensible au partenaire, plus on retranche le dialogue, la pensée, mieux on baise. Wilhelm Reich, qui toute sa vie a combattu cette "peste émotionnelle", notait dès 1923 la différence entre le plaisir prétendu ou supposé et le manque quasi-général de plaisir. La baise, qui depuis est devenue un meilleur véhicule de cette peste émotionnelle que la peur de l'interdit, est un défoulement qui protège et renforce le refoulement. La baise est un avortement de rencontre qui permet à des personnes carapacées de décharger à l'intérieur de leur carapace. Dans les intarissables conversations chuchotées par les pauvres modernes à ce sujet, revient souvent la question de savoir si la baise, opposée à l'amour, se différencie qualitativement de l'onanisme : la baise est une apparence de communication.

Le libertinage et la prostitution sont les deux ancêtres imparfaits de la baise, où l'un au moins des deux partenaires est hostile ou au moins indifférent à l'autre. Mais ces deux activités, issues des interdits moraux et sociaux sur l'amour, ont en commun avec l'amour d'être un résultat ou une préparation de l'activité générique humaine, la communication. Dans le libertinage, la communication se fait sous forme de dissimulation ou de mensonge, dans la prostitution sous forme d'argent, de communication aliénée. Dans la baise, la communication est un accident extérieur. Baiser n'est ni un résultat, ni un prétexte à communication. Baiser, c'est satisfaire sa sexualité séparément de toute autre satisfaction. Pour la première fois, une activité sexuelle appauvrie fait de la sexualité un pur besoin.

La baise est une rencontre falsifiée, qui n'a que l'enveloppe charnelle de la réalité, une pratique au rabais, les restes du festin qu'on jette aux pauvres. Ce sont les choses qui pratiquent, dans l'abstraction, la communication. De la chose, les pauvres n'ont que la forme, le contenu leur échappe. Au fond de notre baise, notre reproduction, que des techniques médicales commencent à falsifier aussi massivement que notre nourriture ou notre atmosphère, nous échappe. Nos enfants, fruits de cette absence de maîtrise sur nos propres corps et notre propre vie, aussi grotesquement que la digestion de notre néo-nourriture, nous ont déjà échappé, dès la naissance.

Quelle que soit la façon dont il s'y prend pour baiser, le pauvre moderne est insatisfait jusque dans la satisfaction même. Il a beau y mettre l'ardeur d'un sportif, l'application d'une secrétaire ou la psychologie de Foucault, il manque toujours quelque chose. Car dans la baise comme dans l'argent, plus on en a plus on en manque. Comme il y a des avares et des boulimiques, il y a désormais des baiseurs à la chaîne. Le principe du besoin, le quantitatif, est bien le principe de la baise. Comme ceux qui souffrent le plus du manque d'argent ne sont pas ceux qui en ont le moins, mais ceux qui au centre de sa circulation ressentent le plus le contraste entre toute la richesse et la part négligeable qui leur en est dévolue, ceux qui souffrent le plus du manque de baise, dans les innombrables petites annonces, réseaux téléphoniques ou télématiques, peep-shows et sex-shops, dans tous ces ersatz permis mais tapis dans la semi-obscureté de la honte, ne sont pas ceux qui baisent le moins, mais ceux qui enragent le plus d'être privés de communication, alors que leur profession, leur âge, et leur situation dans le monde, les placent au centre de cette insaisissable communication qui se fait sur leur dos. Souvent valets subalternes dans les plus récentes divisions du travail, les frustrés d'argent calculent qu'à force de s'investir en entier et sans condition dans l'exécution de leur besogne salariée, leurs recettes y dépasseront un jour le coût faramineux de cette dépense, comme les frustrés de sexualité, qui sont les mêmes, calculent que l'épuisement de leurs sexes sera payé par l'épuisement de leurs désirs, que leur multiplication de rencontres noiera la détresse de leur solitude, que la liberté sexuelle qu'ils affichent comme un complexe droguera dans les délices leur esclavage si profond. Ces adultes infantiles grimpent des escabeaux pour attraper la lune. Ils perçoivent l'activité dominante de leur sexualité comme les enfants séniles qui en sont le résultat perçoivent l'héroïne : la baise est un flash de quelques secondes (et avec l'accoutumance, le flash même s'efface) entre des heures, des jours, des mois, des années d'ennui, d'angoisse et d'absence, meublés seulement de la grise frénésie de tractations sordides. La baise n'a pas élevé, elle a abaissé, elle n'a pas permis aux individus de maîtriser leur existence, elle a, au contraire, renforcé leur sujétion. Baiser est inséparable de séparation, de peur, de silence.

La seule critique pratique de la baise est l'amour. Autant la baise anesthésie, divise et frustre, autant l'amour réveille, unit et comble. La baise est au travail ce que l'amour est au jeu. La baise est la sexualité de la survie, l'amour est le grain de beauté de la vie. Comme l'histoire, l'amour est fait de révolutions et de bonds qualitatifs, comme le

quotidien, la baise est une monotone répétition de coups, une morne plaine quantitative.

Il ne s'agit pas encore ici de tracer précisément, mais simplement de signaler, cette frontière qui se trace elle-même entre baiser et aimer, parce que, quoiqu'elle prenne des allures de fossé aux conséquences considérables, elle n'est encore nulle part reconnue. L'exemple le plus immédiat est dans l'emploi des mots. Alors que baiser est partout l'activité sexuelle dominante, aimer est encore le mot dominant dans la sexualité. Malgré les foudroyants progrès du langage populaire, le mot argotique baiser est encore perçu comme péjoratif, s'appliquant à une activité que les pauvres veulent encore le plus souvent pudiquement magnifier. A cause des foudroyants progrès de l'activité de baiser, le mot aimer est devenu l'un des plus ambigus et contradictoires de la langue.

La généralisation de la baise a tellement raréfié l'amour que l'amour est mythifié bien au-delà des inquiétantes légendes du romantisme, qui l'avaient déséxué. L'impossibilité des pauvres à s'élever à la noblesse de cette reine des passions, qui rend fou et prêt à donner sa vie, fait que les pauvres déifient l'amour et sont prêts à devenir fous de Dieu, prêts à donner leur vie pour lui : le concept de Dieu a aussi pour fonction de concentrer l'amour en tant qu'absolu. Comme l'authenticité devant le déferlement des marchandises et l'air pur devant le fog des villes et des esprits, l'amour, devant la baise, s'est réfugié sur le haut des cimes.

A l'inverse, le concept d'amour a aussi subi une dégradation considérable. L'amour est devenu si commun qu'on aime son prochain, mémé, bébé, son chien, le cinéma, son jean, la vie, toute chose. Il est même certaines choses qui aiment, et il est même des choses qui aiment des choses (entre mille exemples, cette chaîne de télévision qui étonnamment fabrique ce charabia si intelligible : le sport aime la une). Que l'amour soit ainsi communément dans les choses n'est pas qu'un vulgaire abus de langage, mais bien l'un des phénomènes les plus ravageurs de notre époque.

Le concept d'amour ainsi écartelé entre un sublime qu'on n'atteint jamais et un profane dont on ne s'extirpe jamais, est le reflet négatif des progrès de la baise, et, dans le même mouvement, de l'évanescence de l'amour. Ces deux extrêmes de la conception de l'amour cristallisent également les deux partis qui s'emparent officiellement du débat sur les mœurs, et notamment en Iran, où ce débat a réellement lieu. Le débat entre le parti pro-amour de Dieu et le

parti pro-amour des choses, a pour fonction de rationaliser l'amour par le même contraire par lequel Staline espérait rationaliser l'intelligence : un militantisme policier allié à une police militante.

Si la baise est arrivée dans l'Europe de Reich, comme Lindbergh au-dessus de l'Atlantique, annoncé, étonnant, donnant à réfléchir, brisant enfin de vieux interdits déjà ébréchés, elle s'est abattue sur l'Iran du Shâh comme une catastrophe, à la vitesse du dernier Phantom acheté aux Etats-Unis dont le pilote aurait eu une soudaine défaillance. Soudain, la peste émotionnelle ravage un pays plus dense que l'Europe de la Peste Noire, en commençant par son prince. Le cortège de transformations morales et sociales qui suivent la baise comme les percepteurs byzantins suivaient les armées de Justinien en campagne, découvert avec la même stupeur qui se transforme rapidement en haine, est certainement la première cause de la colère de 1978. Et la baise est une activité d'autant plus injurieuse pour les pauvres qui la découvrent, qu'ils n'y échappent pas eux-mêmes.

Un grand bravo à ces commentateurs et informateurs qui, dans la vertigineuse explosion des sens de 1978, dans la promiscuité sans exemple de Téhéran, n'y ont pas vu le moins du monde une façon de bander ! Comment, au milieu d'une moiteur aussi manifestement sensuelle, peut-on avec une pareille obstination ne rapporter que des stupidités politiciennes d'une poignée de vieillards consentant tous leurs efforts à faire cesser cette euphorie ! Ce silence complice, avant d'être décomprimant, dénonce ses auteurs comme n'étant eux-mêmes que de prudes petits baiseurs qui préparent leur retraite contre les débordements de la jeunesse.

Les conditions à Téhéran ont été idéales pour l'amour : jeunesse, liberté, soleil, fête et guerre civile. Dans la guerre civile, autorité, loi et traditions tombent, le champ de l'amour, qui ne se satisfait d'aucune limite, s'ouvre soudain dans la débauche de rencontres, d'émotions, de palabres. Le tout ou rien, l'éphémère, la hardiesse à outrer, la destruction des habitudes, le mépris de la mort, toute la grâce et l'intelligence du quattrocento italien renaissent dans cette année 1356 de l'hégire. Il est donc impensable que l'amour, cette pratique éminemment révolutionnaire, aussi légère que profonde, aussi grave que drôle, la plus intense et la moins essentielle, ce superflu indispensable, ne se soit pas plus exercée en Iran que partout ailleurs en 1979. Que la jeunesse de Téhéran ait partagé sur l'amour le silence asphyxiant de son ennemi, marque d'abord la limite de tout le mouvement dont elle est le coeur. Si la théorie d'une chose est la vérité

de son dépassement, ce n'est pas encore d'Iran que nous viendra la théorie de l'amour.

Cependant, le débat sur l'amour, la baise et la sexualité, n'a eu lieu en 1979 qu'à Téhéran. C'est d'ailleurs ce qui nous autorise à parler de révolution iranienne. Ce débat, chuchoté dans la confusion, honteux au milieu des passions les plus diverses, dans un épais brouillard idéologique, s'est déroulé dans les pires conditions. Mais il n'y en a pas d'autres : engager ce débat-là c'est en même temps supprimer les conditions existantes.

La question de la reproduction, des mœurs et du plaisir, n'a jamais été, comme dans ces lignes, séparée de la foule des autres questions dont retentissait la place publique de Téhéran : bien au contraire, elle est leur émotion et leur violence, leur irrationalité et leur vie, en un mot, leur unité. Quoique immédiat et omniprésent, en un désastreux paradoxe, ce débat n'a jamais été posé qu'en d'autres termes que les siens : ainsi, la vengeance est sa première manifestation.

Dans le débat sur la baise, la vengeance a eu l'intérêt de désigner ceux qui ne bandaient pas : les valets n'éprouvent que du déplaisir quand l'Etat explose dans la rue où la communication s'ébauche sans intermédiaire. C'est ainsi que les valets du monde entier n'ont jamais su que les gueux de Téhéran, au sommet de leur excitation, cherchaient à formuler cette excitation : il fallait au moins la ressentir pour avoir l'élévation de vouloir la maîtriser, même maladroitement. Ainsi que la vengeance a divisé les valets des gueux, le débat sur la baise a divisé les gueux entre eux sous le regard perplexe des valets impuissants, qui n'ont fini par s'y introduire qu'en leur fonction d'idéologues, toujours sans même savoir de quoi il était question.

La fraction des gueux de loin la plus nombreuse soutient que la sexualité moderne, à bas le Shâh, avilit. La minorité soutient que la baise libère, abat le Shâh aussi. Jamais les deux positions n'ont été énoncées aussi clairement dans le feu de l'action, ce qui aurait eu pour premier mérite de montrer qu'elles ne sont nullement antagoniques. La baise avilit et libère. Elle libère en détruisant les mille interdits qui permettaient à la communauté de maîtriser les émotions en les atrophiaient, elle avilit justement en supprimant cette maîtrise, en transformant les individus en jouets désorientés d'une sexualité sans but. Là est la division profonde des gueux d'Iran. Les deux fractions, en s'opiniâtrant dans leur dispute, se sont affaiblies.

Pour une fois ce ne sont pas les idéologues qui se sont saisis d'un débat pour le falsifier. Ils n'ont même jamais su qu'il a eu lieu. Ce sont les deux fractions de gueux, de plus en plus échauffées par ce désaccord sourd et intermittent, qui se sont saisies d'idéologues concurrents pour donner du poids et de la forme jusque dans le spectacle à leur argument respectif. C'est certainement la faute décisive des gueux d'Iran. C'est comme si en 1871 une moitié des communards avait ouvert les portes de Paris aux Versaillais, pendant que l'autre aurait fait rentrer les Allemands, afin de l'emporter dans une dispute. La peur l'a emporté sur le plaisir et aussitôt on a ce gauchisme qui défend cette abominable activité qu'est la baise, et le néo-Islam qui défend cette abominable morale patriarcale que la baise compromet. Désormais, la défensive l'emporte sur l'offensive, ce qui est une folie à ce moment de la guerre civile. Quand l'idéologie reprend le dessus sur la théorie, les pauvres recommencent à agir selon des dogmes, plutôt qu'à discuter selon leur pratique.

C'est à propos du tchâdor, le voile que portent les femmes, que le débat sur la baise accède à la publicité. Le Shâh l'avait interdit ; donc, en 1978, les manifestantes l'arborèrent comme un drapeau. Or voilà que les hezbollahis exigent qu'il soit rendu obligatoire ! Dès le 8 mars a lieu la première manifestation de femmes, sans voile, aux cris de "A bas Khomeyni" ; les hezbollahis contre-manifestent : "tu te vêtiras ou nous te battons" ; les manifestantes répliquent : "nous préférons être battues mais libres". Le 10 et le 12, les hezbollahis attaquent les manifestations de femmes à l'injure, au bâton et au couteau ! La sensualité de ces agressions (pourquoi les hezbollahis n'ont-ils pas utilisé leurs armes à feu ?) devient trop torride pour les gauchistes fedayines : ils retirent leur soutien à la manifestation féministe du 13, qui "déstabiliserait" le gouvernement Bâzargân, que ces apprentis valets viennent de décider de soutenir. Cette manifestation, qui a quand même lieu, finit "noyée dans la contre-manifestation". Le journaliste, qui utilise cette intéressante formule, omet malheureusement toute explication sur cette noyade à laquelle il a donc heureusement échappé. A partir de là, gauchistes et islamistes évitent de prendre la rue comme théâtre de cette scène de ménage. Ils cherchent dorénavant à se baiser d'une manière plus sournoise.

Côté gueux, le débat sur le voile est un voile sur le débat. La peur de déchirer le voile, est la peur de parler de la baise et de l'amour, et elle est partagée par les défenseurs et les adversaires du tchâdor, bienheureux de dépenser toute leur ardeur à un fortin aussi avancé, à un symbole aussi concret. Il y avait cependant de quoi rire devant le

désarroi des féministes tiers-mondistes, soudain partagées. Il y a moins à rire du bruit qu'elles en firent, et qui rendit impossible tout débat en profondeur.

Qu'importe que l'homme à vagin porte un voile pour ne pas être désiré par l'homme à couille ? Il est vrai, comme l'assurent les gueux islamiques, que l'homme à vagin est infiniment plus respecté dans la société islamique traditionnelle que dans la société de baise moderne. Mais c'est parce que l'homme tout court est infiniment plus respecté dans la société islamique traditionnelle, et non pas parce qu'il y est moins exposé au désir, mais malgré qu'il y soit moins exposé au désir. La suppression du voile est une conséquence de la suppression de la dignité. Réinstaller le voile, l'apparence de la dignité, sans réinstaller la dignité, aliénée dans les choses, c'est humilier encore davantage, une sorte d'exorcisme grotesque. Dès le 8 mars, la voix de Khomeyni, étranglée d'appréhension devant la menaçante intensité de ce débat pourtant encore subalterne, cherche à l'éterniser en rendant un jugement d'Argus qui permet aux deux partis de continuer la dispute sans la dépasser : "le voile n'est pas un ordre, mais un devoir."

Dans ces prémisses du débat sur la sexualité, on a vu très peu d'armures féminino-gauchistes noyées dans une écrasante majorité de gueux carapacés d'Islam. Le noyau dur de ces derniers sont les mostaz'afines, les déshérités. Le noyau dur de ce noyau dur sont les hezbollahis, le parti de Dieu (comme si le Dieu du towhid pouvait être la raison d'une division en partis !). Les hezbollahis ne sont évidemment pas un parti traditionnel, policé, carriériste et récupérateur, construit entre la cotisation, le militantisme et la hiérarchie institutionnalisée. Les hezbollahis sont le groupe le plus calomnié de la révolution iranienne. Ils "forment un milieu louche où se sont infiltrés des truands de tous bords, des escrocs, des voleurs, des clochards, des hommes habiles à manier le gourdin et le couteau. Maîtres de la rue, ils sont présents dans toutes les manifestations religieuses". Shâpur Haqiqat est professeur à la Sorbonne et ne peut donc approcher la pègre et le "lumpen-prolétariat" que côté bâton, ce dont il se venge par derrière, assuré de n'être que méprisé par le peu de ses ennemis qui le lisent : "ces individus auraient pu, dans d'autres circonstances, servir n'importe quelle politique fascisante, laïque ou non, de gauche ou de droite." Quand un valet parle de quelqu'un qu'il ne connaît pas, la première chose qu'il demande est au service de qui il est. Celui-ci, bien drapé dans sa livrée de gauche, en oublie naturellement de signaler que les hezbollahis ont toujours soutenu la grande grève de 1978, qu'en authentique lumpen-prolétariat ils

auraient pourtant du casser, selon les analyses de gauche, pendant que les cours de Haqiqat à la Sorbonne se poursuivaient tranquillement ; il ne nous dit pas non plus pourquoi les hezbollahis n'ont jamais servi le Shâh, qui est pourtant par excellence "n'importe quelle politique fascisante" ; ce lâche modéré avoue donc encore moins le courage obstiné de ces extrémistes, fers de lance et martyrs du combat de rue, à la seule obstination desquels il doit d'arrondir ses fins de mois avec d'ignobles petits bouquins vulgarisés sur l'Iran. Il est bien avisé d'y calomnier d'avance ceux qui un jour pourraient lui en réclamer les droits d'auteur.

A ma connaissance, ces "bandes noires" qui "ne sont pas une invention du régime islamique", n'ont existé sous le nom de hezbollahis qu'à partir de la dispute sur la sexualité. Comme les émeutiers de Soweto et davantage encore les délinquants des kébélés, cette lie de la terre fait peur parce qu'elle semble n'avoir peur de rien. Mais comme la Mafia, ses lois plus sacrées et plus dures que celles qu'elle avait l'habitude de transgresser, sont soudain menacées par la chute des règles à laquelle elle vient de contribuer. Alors elle fait régner sa terreur de cette explosion de tension, de cette menace d'orgie, à la mesure de son courage qui l'a permise. C'est une tragédie historique de voir les irresponsables de la société qu'ils ont ravagée de leur courage, ravagés par la peur d'être responsables, et n'utiliser cette responsabilité qu'à étendre cette peur aussi loin que leur influence. Tout ce qui interdit le plaisir se roidit en proportion que le plaisir approche, jusqu'à ce qu'interdire le plaisir devienne le plaisir. Les premiers châtiments, bien avant le code pénal islamique, sont aussi sexuels que ce qu'ils sanctionnent. On fouette les adultérins, les voleurs, les alcooliques ; on exécute les violeurs, les dealers, les homosexuels. Ce ne sont pas les idéologues islamiques qui ont manipulé les hezbollahis, ce sont les hezbollahis qui ont contraint ces idéologues à interpréter la shari'a et la morale islamique, dans ce qu'elles ont de plus radical. Les hezbollahis ne sont ni des SA ni des SS, encore moins les hachichis du Vieux de la Montagne, mais d'abord les stricts moralisateurs du néo-Islam. Car pour les 'olamâ, ces idéologues en turban, il faut d'abord éviter la confrontation avec cette fraction gueuse intraitable, aux hommes si farouchement inquiets de leur dignité, si susceptible chez des caractères si trempés. Comme pour la vengeance, les récupérateurs commencent, non pas par récupérer, mais par abonder dans le sens des gueux les plus féroces, pour se mettre à l'abri eux-mêmes. Ce n'est que lorsque le respect craintif des 'olamâ pour la dignité des déshérités se sera renversé en crainte respectueuse des déshérités pour la dignité des 'olamâ, que la

corruption, d'autant plus vile que la loi était dure, réapparaîtra, corollaire infaillible de la décontraction des domestiques.

Mais ni les interdictions de la viande congelée, de l'alcool, de la culture du pavot, ni même cette phrase pleine de sens du médium islamique de la révolution iranienne, Khomeyni, qui a fait hurler tous les observateurs occidentaux, parce qu'ils ont tous un walkman à la place du cerveau : "la musique est l'opium du peuple", ne peut combattre la baise. Et dans le même temps que les pauvres se résignent à tolérer le néo-Islam, ils se résignent davantage à pratiquer la néo-sexualité, objet de leur révolte, dont ils ont su si peu parler, comme l'atteste encore la voix du même Khomeyni après huit mois de débat avorté, le 30 octobre 1979 : "ce que l'Occident exporte dans notre pays est précisément ce qui nous ruine : la liberté de forniquer."

4) PREMIERE GRANDE DEFAITE DU TRAVAIL ET DE L'ECONOMIE

Le problème central des valets est de remettre les gueux au travail.

Les valets croient s'accomplir dans le travail et dans le travail seulement. Les valets, au contraire des gueux, ont quelque chose à perdre dans le travail, parce qu'ils y croient. Les valets, au contraire des gueux, ont quelque chose à gagner dans le travail, parce qu'ils y bandent. Les valets s'engagent d'eux-mêmes là où il faut traîner les gueux de force, s'illusionnent là où les gueux sont résignés, y font carrière, y meurent. Les valets organisent leur existence autour du travail et une part de leur travail est d'organiser les gueux autour du travail des gueux. Pour les valets, le travail est source de toute richesse, mais pour les valets seulement.

La grande grève de 1978 a été une catastrophe pour les valets : les gueux ont fait l'expérience qu'il est possible de survivre sans travailler, pendant cinq mois ; les valets ont fait l'expérience qu'au bout de cinq mois, il devient difficile pour eux de survivre si les gueux ne travaillent pas. Les gueux ont fait l'expérience qu'il leur est impossible de vivre en travaillant, pendant que les valets ont fait l'expérience que leur survie est inutile si les gueux ne travaillent plus. Ainsi a été menacée la théorie sur laquelle repose toute l'organisation sociale : la

théorie du travail obligatoire, la théorie du travail source de toute richesse. La menace est considérable : la théorie du travail des valets, seule, justifie que les gueux travaillent, et surtout, seule, justifie l'existence des valets.

Les grévistes ont fait l'expérience de l'insurrection, de la prise d'armes, de la fête, de la vengeance, de l'amour, de l'abondance des débats. Eux qui ignoraient que la survie pouvait avoir un au-delà ici-bas, ont commencé à vivre. Commencer à vivre leur a donné la mesure de leur puissance : à mains nues, à visage découvert, ils ont battu une police féroce, puis toute une armée, pris leurs armes et mis en fuite leurs chefs, pourtant soutenus pendant des années par tous les Etats du monde. Ils doivent cette victoire étonnante, si chargée d'émotion, à la charge de cette émotion, et ils commencent à s'en douter. Ils commencent à se douter que d'arrêter le travail et prendre la rue est la condition de toute leur force et de tout leur plaisir. L'essentiel pour eux, c'est ce contraste extrême, qu'ils ont fait eux-mêmes, entre la misère quotidienne, du travail au loisir, et la richesse historique des cinq derniers mois. Aussi, lorsque Bâzargân leur demande de reprendre d'urgence le travail le 17 février, ils ont l'impression d'une autre façon d'exiger la reddition des armes, d'un retour de la tyrannie.

Car le malheur des valets est que, lorsque les gueux ne travaillent plus, ils ne sont ni chômeurs, ni oisifs, ni paresseux : ils discutent. La parole, cet organe de maître, qui dans l'organisation sociale des valets appartient à l'objectivité, est soudain utilisée contre elle, et donc, contre eux, ses maquereaux. En Iran, les valets font pour expérience que le travail a pour première fonction la censure. Ce n'est même pas d'écrire ou de lire qui sépare le pauvre d'aujourd'hui de l'homme total projeté par Marx, c'est de parler : tant que les pauvres travaillent, ils n'ont rien à dire. Le problème central des valets n'est plus de remettre les gueux au travail, mais de les faire taire. Voici le dialogue entre la Fraction Economiste qui ne le pense pas encore et la Fraction néo-Islamique des valets, qui est née, sans le savoir, de la violente démystification du travail en Iran :

(février 1979)

F.E. - Remettre les grévistes au travail est primordial. Une fois au travail, ils ne parleront plus.

F.I. - Nous pensons plutôt que s'ils ne parlent plus, ils retourneront au travail.

F.E. - Nous jouons sur les mots. Cinq mois de grève, cinq mois sans exportation de pétrole, c'est cela notre ruine.

F.I. - Pour nous, au contraire, c'est la fortune.

F.E. - Partout dans le monde, après chaque révolution la fortune ne s'établit que lorsque la paix sociale se rétablit ; et la paix sociale ne se rétablit que lorsque le travail reprend.

F.I. - Cela est vrai, mais n'est qu'un résultat. Mais puisque cela est vrai dans l'histoire (nous sommes souples), nous ordonnerons la reprise du travail (nous sommes fermes), dans notre langage, c'est-à-dire pour la victoire de la parole, pour l'Islam. Mais ne vous faites pas d'illusions : le plus difficile sera d'expliquer que la victoire de la parole, la victoire de l'Islam, est le silence.

(mai 1979 : le travail n'a pas suffisamment repris)

F.E. (amèrement) - C'est votre fraction qui paralyse nos efforts ! Les discussions sur l'Islam détournent du travail !

F.I. - Ce n'est pas nous qui entamons ces discussions et vous le savez. Le mieux que nous puissions faire est de les islamiser pour notre tranquillité commune. Il vaudrait mieux abandonner ce bastion avancé qu'est le travail, qui ne servait qu'à endiguer la parole des gueux, puisque ce bastion n'est plus tenable.

F.E. - Mais vous perdez la raison ! Le travail n'est pas un bastion avancé, au contraire ! C'est la base de toute opération ! Le monde et la richesse sont construits sur le travail, la parole n'est qu'un fruit du travail. Plus ces esclaves, actuellement révoltés, que nous encadrons, travaillent, plus nous, l'humanité, pourront communiquer, comme manger, boire, respirer, baiser. Sans travail, pas d'économie, sans économie, pas de parole.

F.I. - Vous êtes si oublieux que l'économie n'est qu'une idéologie, que vous attribuez au travail la place de Dieu et à l'économie, la place de la religion.

F.E. - Vous ne pensez tout de même pas, parce que Dieu est ce bastion avancé, dont vous parliez pour décrire le travail, auquel ces gueux d'aujourd'hui s'arrêtent comme à une curiosité, que la religion a cessé d'être une idéologie !

Ainsi ces deux fractions sont écartelées sur le fond d'une dispute, qui sera tranchée par les gueux qui l'ont suscitée : chacune reproche à l'autre de n'être que du vent et chacune a raison. Religion et économie sont la même chose dans la guerre du temps, champs de mines, mirage, diversion. Pendant des siècles, la religion a suffi, seule, à maintenir l'immobilité. Puis, s'effritant sous les coups impérieux des pauvres, elle a cédé sa place à sa variante, l'économie, alors jeune, tolérante, universelle. Mais pendant que cette nouveauté s'usait, se raidissait, se dogmatisait et se puritanisait, en première ligne, la religion pansait ses plaies sous les quolibets (qui protègent de la

critique : tue-t-on un adversaire auquel on a donné un coup de pied au cul ?), se faisait un lifting discret. A travers les fissures de l'économie, elle renaît, jeune, tolérante, universelle. Gageons qu'après vingt siècles de domination de la religion moderne, vingt décennies de règne de l'économie, le règne de la néo-religion cèdera avant vingt ans.

Mais hors d'Iran tous les gestionnaires ne sont qu'économistes, et voient avec autant d'incrédulité que de mauvaise grâce triompher ces valets islamistes, non pas par la force de leurs arguments, mais par la force de la rue, qui les inspire. Ce soutien du monde entier ralentit la défaite iranienne des valets économistes (libéraux et de gauche), pour bientôt l'embourber dans une guerre de positions où les valets islamistes seront autant isolés des autres valets du monde qu'ils avaient tenté d'isoler les gueux d'Iran de ceux du monde : autant les islamistes iraniens reprochent déjà aux économistes iraniens d'être la tête de pont du vieux monde en Iran, autant le vieux monde reprochera bientôt aux islamistes iraniens d'entretenir des têtes de pont parmi les valets hors d'Iran. Reste ce constat d'avenir : la période de février à octobre 1979 est la période de la faillite de la remise en ordre de l'Etat d'Iran par la remise au travail de ses gueux, et conséquemment, la première faillite depuis deux cents ans du parti économiste.

Cependant, même les islamistes n'en savaient et même n'en imaginaient rien, lorsque, au zénith des combats de Téhéran, Bâzargân appelle à la fin de la grande grève, à la reprise du travail pour le 17 février, fermement appuyé par Khomeyni ; et plus fermement encore par ce vieux chien fidèle mais crotté qu'est le Tude, ce PC iranien aussi édenté que tous les PC d'opposition, qui espère enfin manger dans la gamelle des ouvriers iraniens, en exigeant le premier la fin de cette maudite grève qui lui a toujours échappé.

Le 19 février, en parlant du pétrole, Bâzargân insiste : "il faut exporter sinon la révolution va marquer le pas." Cette phrase, qui aurait pu être du Shâh, doit se lire ainsi : il faut exporter sinon le gouvernement va marquer le pas : seul le propriétaire du pétrole iranien, c'est-à-dire l'Etat iranien, a intérêt à son exportation. Pour Bâzargân, ce vieux bourgeois sans joie, la révolution c'est son gouvernement, sa petite entreprise de gestion de l'Etat. Les ouvriers y travaillent, Bâzargân, cette vieille larve, se charge d'y tout gérer, d'y gérer la révolution. Comme si, exporter et révolution, gérer et révolution, gouvernement et révolution, Bâzargân et révolution, n'étaient pas des contraires ! Ce camouflet lui sera rendu dès le lendemain, 20 février, par les ouvriers de la capitale du pétrole, Abâdân, qui une semaine après l'appel public au travail de Bâzargân,

font semblant de ne pas l'avoir entendu et méprisent souverainement ce ministre (Bâzargân s'était fait haïr par ces ouvriers en janvier, lorsque, avant d'être nommé chef du gouvernement, au plus fort de la grève, il était venu à Abâdân autoritairement, et au nom de Khomeyni, nommer ses créatures à la tête des comités de grève) en envoyant un télégramme à Khomeyni où ils l'assurent qu'ils reprendraient le travail dès que lui, Khomeyni, en donnerait l'ordre. Sous-entendu : comment, nous qui entendons parfaitement ce qui est le plus radical, aurions-nous pu entendre parler de reprise du travail ? Oseras-tu, toi aussi, Khomeyni, exiger pareille lâcheté ? Qu'est-ce que c'est que ces foutaises économistes ? Nous, ouvriers du pétrole, avons bien compris : il ne faut pas exporter du pétrole, ou la révolution va marquer le pas.

Les gueux ne sont pas une classe économique : ils ne se définissent pas par leur travail, mais par leur place hiérarchique dans la société, par leur absence d'engagement dans les moyens de communication objectifs, et consécutivement, par l'étendue de la perspective que leur liberté d'engagement leur laisse *contre*. Les gueux d'Iran sont jeunes, nombreux, dissemblables, et autant le travail domine le quotidien de chacun, autant il est négligeable (et négligé) dans l'histoire commune qu'ils font. Les gueux d'Iran n'ont aucune théorie du travail, logique reflet de la pratique fort lâche qu'ils en ont.

Les ouvriers iraniens sont dans une situation assez différente que les ouvriers des pays où la classe ouvrière est un monument historique. Ils sont nettement minoritaires parmi les gueux, et aucune organisation ne les médiatise en tant qu'ouvriers. D'ailleurs, cinq mois de grève dans un pays où dominent les entreprises de moins de dix employés, ont acculé à la faillite presque toutes ces entreprises, et les économistes estiment le nombre des chômeurs entre 3 et 4 millions, sur 10 millions d'"actifs", au milieu de 1979. La débandade des cadres et des bureaucrates devant l'épuration, et des capitaux devant la confiscation et la dilapidation, renforce en nombre et en poids l'exil et l'inchiffrable marché noir, qui assiège le marché du travail comme les bidonvilles assiègent Téhéran. Les ouvriers iraniens, jusque-là séparés entre eux, isolés et envieux des autres gueux dont la survie est beaucoup plus précaire, jouent dans le débat sur le travail le même rôle que les hezbollahis dans le débat sur la morale : ils sont le célèbre fer de lance, mais qui risque de se briser et de se retourner contre les gueux.

Mais dans un pays où les partis ouvriers sont constitués d'étudiants en exil, et où aucun syndicat indépendant n'a réussi à se faire tolérer, ni dans l'Etat, ni, à sa chute, chez les grévistes, les

ouvriers, prudents mais décidés, se sont comportés d'une manière exemplaire. Ils se sont d'abord protégés des casseurs de grève en s'emparant des entreprises ; et ils se sont prémunis contre la récupération en ne s'unissant jamais qu'en acte. Depuis février, le refus du travail transcende leur courage en euphorie, leur obstination en fierté, leur suivisme prudent en insoumission ouverte. Bien moins exposés que les hezbollahis, l'ennemi a préféré les taire. Criant au scandale pour le tabou auquel grattaient les hezbollahis, les idéologues ont enseveli dans leur embarras celui avorté par les ouvriers iraniens : en le paralysant, mais en ne le laissant pas soigner par des spécialistes, ces derniers ont envisagé la critique du travail, sa suppression. Ils se sont ainsi portés au coeur du débat sur le monde, à l'orée du jeu. Cela, évidemment, l'ennemi ne pouvait même pas le reconnaître. Car, comme dans le néo-Islam on ne parle pas d'ouvriers, chez les économistes on ne parle pas d'ouvriers opposés au travail : pour l'économiste, l'ouvrier est le travail fait homme, donc sacrés tous les deux. Enfin ils ont montré qu'à la guerre l'éparpillement et la discrétion peuvent devenir des atouts redoutables. Comme la grosse caisse sourde et grave, ils ont poussé sans cesse.

Et puis, en cinq mois de grève contre le Shâh, l'armée, puis Bâzargân, avaient habitué les ouvriers à affronter l'adversité à travers leurs nouvelles organisations. Là, dans leurs conseils et comités, tous les pauvres d'Iran avaient commencé à balbutier les premières formules contre la pauvreté. Ils avaient pris des armes, ils avaient pris la parole. Ils avaient pris confiance en leur force, en leur jugement. Un simple ordre au retour du travail ne suffisait plus à les faire obéir ou douter.

Le 21 février, Entezâm, porte-parole du Bazargang, se fait le porte-parole de cet échec inchiffré dans cet appel au secours : "les ouvriers ont certes repris le chemin de l'usine, mais ils passent leur temps à tenir des réunions politiques. Si ça continue, ce sera la catastrophe." L'écho amplifié de cette inquiétude grandissante vient de Bâzargân le 28 février : "la population s'est habituée au rythme accéléré des événements et sur son élan elle veut que la révolution soit parfaite et totale tout de suite. Or, avant même d'entreprendre des réformes de structure, il faut remettre le pays en marche et ce n'est pas facile après cinq mois de grève." "Les extrémistes nous poussent à aller très vite, et moi je ne cesse de répéter, patience, patience, patience." Alors que la révolution menace "de marquer le pas" ! Alors même que les "extrémistes" font preuve de toute la triple patience du contradictoire vieillard dès qu'il s'agit de retourner au travail et à

l'exportation de pétrole ! Le 15 mars, alors que pour des raisons de démagogie islamique, en une première marque de dédain public pour l'économie, Khomeyni a proclamé la gratuité de l'eau et des transports, contre l'avis de son Premier ministre, ce Bâzargân vient pleurnicher à la télévision sur les malheurs de la gestion. Et comme il ne connaît pas encore les dangers de l'ambiance qu'il déplore, il lui échappe d'en souligner le mauvais exemple : "En dépit de cette situation dramatique, les ouvriers, bien qu'ayant touché une grande partie de leurs salaires pendant les mois de grève, réclament maintenant des gratifications équivalant à 2 ou 3 mois de leur traitement."

Les économistes, n'osant toujours pas avouer, autant par cécité que pour exorciser, que le seul problème "économique" de l'Iran est que les ouvriers ne veulent plus travailler, commencent à se crêper le chignon. Tous sont d'accord, par axiome économiste, pour dire que le Shâh est tombé à cause d'une "crise économique". En effet, c'est bien connu, tout événement capital, a fortiori une révolution, a pour fondement nécessaire une "crise économique". Seulement, depuis la chute du mauvais gestionnaire fautif, la "crise" est pire qu'avant. Les néo-islamiques n'économisent pas leur fiel pour accuser la gauche économiste de les empêcher d'infiltrer les grévistes qu'ils traitent comme leur propriété privée ; la gauche économiste accuse la droite économiste de continuer à laisser piller l'Etat par les impérialistes étrangers ; la droite économiste accuse les néo-islamiques d'instaurer des gestionnaires plus islamiques qu'économistes : de fait, dans beaucoup d'entreprises s'installent des néo-dirigeants, plus religieux que comptables, parce qu'il vaut mieux alors des récupérateurs capables de policer les débats des ouvriers, que des gestionnaires capables de calculer leur rentabilité, et menacés, de surcroît, par l'épuration ; quant aux économistes gestionnaires étrangers, ils commencent à se retirer de ce juteux marché où leurs entreprises sont à leur tour pillées par les gueux, qui font la loi, et par les grèves ouvrières, qui continuent : "Celles" - des entreprises étrangères - "qui ont résisté à l'épreuve fonctionnent dans un contexte difficile dominé par l'effervescence sociale. Les travailleurs qui avaient été licenciés conformément à la législation en touchant leurs indemnités, reviennent avec des lettres des comités Khomeiny, donnant l'ordre aux patrons de les embaucher ou de les payer. Les patrons résistent en apportant la preuve qu'ils sont en règle, mais le climat est lourd."

Enfin les néo-islamiques s'en prennent aux ouvriers, parce que quand les ouvriers ne travaillent pas, les idéologues du néo-Islam rencontrent des arguments auxquels leurs théoriciens ne les ont pas

formés. Début mai, Banisadr, alors considéré comme l'économiste de service des islamiques, appelle les ouvriers à ne plus se servir de l'arme de la grève, trahissant par là l'abondance de son usage. Le 17 mai, pour son 79^e anniversaire, Khomeyni mégaphone avec une terrifiante franchise ce en quoi les gueux sont devenus plus dangereux que les pires valets : "Ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison, plus que les assas-sins de l'ancien régime." Enfin, le 13 juin, Eric Rouleau d'information confirme l'insistance de cette même peur : "dans de nombreuses entreprises des "conseils ouvriers" tentent, tant bien que mal, de pratiquer l'autogestion ; les grèves, autrefois réprimées dans le sang se multiplient malgré les appels angoissés et les menaces des responsables religieux ou gouvernementaux."

Le Khuzestân est la province au sud de la frontière entre l'Iran et l'Irak. C'est la seule province arabe d'Iran. Et c'est la province pétrolifère d'Iran. C'est à travers l'arabe et le pétrole que les informateurs, qui sont tous restés à Téhéran alors qu'on se battait au Khuzestân, ont filtré les événements qu'ils rapportent sur cette province. Les revendications nationalistes arabes, bien amplifiées par l'écho nationaliste kurde de la province voisine, ont servi à dissimuler que des gueux se battaient contre des valets au Khuzestân ; et le pétrole a servi à dissimuler que les ouvriers qui se battaient, ne se battaient pas pour le pétrole. Les événements du Khuzestân en 1979, sont un condensé de ce qui fut plus tu, mais qui eut lieu, pendant la même période, avec une profondeur et un radicalisme comparables, à Téhéran. Retracer par les combats au Khuzestân comment les ouvriers, au milieu des autres gueux, ont combattu en Iran, ne veut pas dire qu'ils s'y sont battus plus ou mieux, mais que l'éclairage ennemi, autant appliqué à faire de l'ombre qu'à aveugler, permet mieux d'en parler.

Un mot tout de même sur le pétrole. Le pétrole a la même fonction parmi les marchandises que Khomeyni parmi les pauvres : il est fétiche, idole, paratonnerre et baromètre. Séparé et opposé spectaculairement aux autres marchandises, le pétrole passe pour vital. Pour les économistes, la théorie de la gestion de l'Etat iranien est la théorie de la gestion du pétrole iranien. Cette théorie est une théorie de parti d'opposition, et c'est la théorie de tous les économistes d'opposition : il faut que l'Iran arrive à équilibrer ses comptes sans le pétrole, parce que le pétrole sera bientôt épuisé ; il faut donc que l'Etat iranien en diminue les exportations pour les faire durer, en diminue les profits, et les réinvestisse exclusivement dans des projets qui

aboutiront à cette autarcie post-pétrolifère. Le travail des économistes d'opposition est justement de faire de la théorie économiste. Leur travail, lorsqu'ils arrivent aux affaires, est de gérer, c'est-à-dire de pratiquer la même et nécessaire gestion que leurs prédécesseurs, en laissant leur sage et raisonnable théorie économiste à leurs successeurs dans l'opposition, car la division entre théorie et pratique n'est vraie que dans l'idéologie, où elle est devenue cette division du travail entre gestionnaires et gestionnaires en attente. Et en effet, pour réaliser cette théorie raisonnable, il faut une police pas chère, l'absence de corruption, des ouvriers besogneux, des gueux dociles, toutes choses qui n'ont jamais pu coexister que dans les sermons et programmes économiques d'opposition. Comme ceux nommés par le Shâh, les gestionnaires autour de Bâzargân ont besoin de beaucoup d'argent du pétrole, tout de suite et tout le temps, pour entretenir une police et une armée qu'on ne leur vend qu'en qualité insuffisante ou en quantité exagérée, donc cher, et pour s'assurer les spécialistes indispensables et l'administration, par la très coûteuse corruption. Comme sous le Shâh, les économistes du gouvernement exigent d'exporter au maximum, et les économistes d'opposition fulminent contre le déraisonnable gaspillage accéléré du pétrole iranien et sa corollaire dépendance aux grandes compagnies multinationales. Ainsi tous les valets de cette époque subordonnent les combats de ce monde aux fluctuations de cette marchandise bien plus magique que l'apparition du visage de Khomeyni sur la lune, et, à cause de cette magie, y entraînent presque toujours les gueux.

Les émeutes du Khuzestân commencent fin mai. Signe avant-coureur, les combats de Masjed-e Soleymân, le 18 mai, dont l'origine, la teneur et l'issue se sont perdues dans les atermoiements désemparés des informateurs à la pige. Le 25 mai, la grève des dockers de Khorramshahr est annoncée. Ayant débutée avant, elle sera le véritable foyer de l'insurrection ouverte, et ne s'éteindra qu'après elle. Le 30 mai commencent des combats dans la même ville. L'amiral Madani, gouverneur de la province, proclame l'Etat d'urgence. Après 36 heures d'affrontement, les deux partis, retranchés de part et d'autre de la rivière Kârun, reconnaissent entre 20 et 80 morts. Le lendemain 1^{er} juin, les gardiens de la révolution, contrôlant à nouveau la majorité de la ville, tirent sur une manifestation conspuant Madani. Le couvre-feu est maintenu. Les insurgés réclament leurs morts. Madani, soucieux de faire diversion, accuse l'Etat irakien, effarouché et consterné d'un tel radicalisme à ses frontières, d'y masser des troupes et d'armer ces ennemis de l'Etat. Ces troupes sont évidemment là pour soutenir Madani, la frontière et les deux Etats, et, pour ce qui est des

armes, quel Etat en livrerait à des insurgés aussi imprévus qu'imprévisibles, qui, de surcroît, ont pillé les arsenaux cinq mois plus tôt ? Les "militants arabes", poussés par l'auto-détermination pratique qu'ils ne contrôlent plus, ne revendiquent plus l'autonomie, mais l'indépendance. D'autres idéologues y découvrent le fond de leur désaccord : le ministre du pétrole de la République Islamique, Nazih, devant le calme qui agite Abâdân ce 1er juin, soutient contre le towhid et le chef du Parti de la République Islamique, l'âyatollâh Behechti, que l'Islam ne peut pas résoudre tous les problèmes, notamment "économiques". Le 6 juin enfin, le Sheikh Khâqâni et l'amiral Madani signent un accord impliquant la libération des prisonniers, la dissolution des gardiens de la révolution locaux et la poursuite des auteurs des troubles, leurs ennemis communs. Quatre jours après cet accord spectaculaire, ni mandaté, ni ratifié par les insurgés, on arrête des "trotskystes" à Ahvâz "à la suite des affrontements armés qui se sont produits dans cette ville". Ce n'est que ce même 10 juin que les dockers de Khorramshahr négocient la fin de leur grève. Cette première phase de la révolte du Khuzestân a montré que des gueux sont capables d'aller dans la rue pour protéger une grève ouvrière et que des ouvriers sont capables d'éterniser une grève pour que les gueux restent maîtres de la rue. Elle a montré la division des idéologues islamiques et économistes. Elle a révélé aux gueux la force et les limites de ces idéologies ennemies, jusque dans leurs propres rangs. Elle a permis aux plus déterminés, dont le nombre s'est multiplié, de comprendre qu'attaquer des laïcs comme Madani n'est pas forcément soutenir l'Islam, qu'attaquer des gardiens de la révolution n'est pas forcément soutenir les nationalistes arabes, qu'ils n'ont aucun Etat à nourrir, et que comme l'Etat ne respire que par le travail, leur a fait entrevoir que leur refus de l'Etat se fonde dans la critique du travail. La fin de cette première phase est donc un compromis laborieux entre récupérateurs infiltrés parmi les gueux (Khâqâni) et néo-policiers assiégés par les gueux (Madani).

Après deux semaines de calme, le 26 juin, une manifestation à Abâdân reprend radicalement les hostilités dans ce qui devient une limite ressentie à cette radicalité, la province. Les 7 et 8 juillet, une première série impressionnante de sabotages prouve que les gueux, et particulièrement ceux des ouvriers qui sont révoltés, sont entrés dans une nouvelle phase de la critique du travail : les destructions d'oléoducs, voies ferrées, bâtiments publics ridiculisent tout traité entre l'abject Sheikh-âyatollâh et l'odieux pseudo-libéral amiral. Dans l'émeute du 10 juillet à Khorramshahr, 40e jour après le sanglant 31 mai, on retrouve, retourné non sans ironie contre le gouvernement

islamique, le cycle des deuils. Le 17, alors que des "troubles" sans précision sont toujours rapportés du Khuzestân, Khâqâni, dont le seul usage serait de s'imposer en tant que mini-Khomeyni du Khuzestân, disparaît mystérieusement : il ressurgira quelques jours plus tard à Qom, où il aurait été "déporté" (c.-à-d. éloigné dans une représen-tation, comme Khomeyni à Paris, dix mois plus tôt) sur l'incitation de l'avisé Madani. Le 22, Ahvâz est à nouveau à la rue. Madani, auquel les uns reprochent le désordre autant que les autres l'ordre (eh non, ce n'est pas toujours drôle d'être cadre intermédiaire !), tentera de se disculper en disant pour une fois la vérité sur le Khuzestân, qui est alors la vérité sur l'Iran, parce qu'elle est la vérité sur toute révolution : "la population exploitée et opprimée pendant des décennies par les shahs, sans qu'elle puisse même se plaindre, imagine qu'elle peut aujourd'hui tout obtenir tout de suite."

Islam, partis ouvriers ou de gauche, et nationalistes arabes, en plein progrès dans leur constitution d'une clientèle ouvrière, ont été surpris par cette soudaine reprise de l'offensive gueuse et hésitent à s'engager dans son sillage ou à s'y opposer. La puissance du mouvement apparaît dans leur choix de le suivre, au risque de devenir la cible désignée de l'autorité centrale. C'est le sens de cette phrase, où le journaliste, quand il écrit "ouvrier" ou "arabe", parle en réalité de petits chefs ou groupuscules ouvriéristes et nationalistes : "le radicalisme ouvrier se mêle sans se confondre à la virulence des dissidents arabes." Par mégarde ou inconscience, on apprend même que des ouvriers se battent entre eux, chose inadmissible pour les économistes qui ont foi en un monde divisé en classes économiques. Cependant, comme dans toutes les révolutions, la classe ouvrière, qui n'est telle et donc unie que pendant la paix civile et par le travail, se divise en larbins des larbins et en insurgés modernes. Le 22 août, "les exportations de pétrole ont récemment baissé" (pauvre Bâzargân, combien sa révolution marque le pas ! Le 12 octobre 1979, la production de pétrole brut tombera même à 1 million de barils par jour, soit moins qu'au plus bas de la grande grève de 1978) "en raison de divergences idéologiques opposant les travailleurs du principal port d'embarquement". Je laisse le terme "idéologique" pour qualifier ces divergences, à l'auteur de cette citation, l'amiral Madani. Nazih cherchera à bagatelliser cette baisse incachable, en prétextant une tempête, qui aurait eu lieu au large d'Abâdân. Je ne résisterai pas à la tentation de garder ce mot malheureux pour décrire la vraie cause du naufrage de l'exportation, la rencontre entre ouvriers gueux et ouvriers valets. C'est encore la même tempête qui a fait apparaître, puis disparaître ces "intellectuels chômeurs" qui, dès fin avril, squattaient

la mairie d'Abâdân ; qui fait sauter les dépôts de munitions, détruire les bâtiments publics, saboter les oléoducs, harceler les gardiens de la révolution au milieu du refus larvé de travailler le plus généralisé. C'est dans le clapotis des querelles de valets que s'étale au public le combat de plus en plus anonyme, de plus en plus clandestin, de plus en plus farouche, des gueux du Khuzestân. Et les exportations du pétrole brut ne réaugmentent pas, malgré les divergences idéologiques des dirigeants du principal port d'embarquement : la tempête a fait précipiter les nationalisations, pour contrôler l'épuration et arracher la jouissance de ce port à ses "travailleurs". Khomeyni a du envoyer son gendre, l'hojjat ol-eslâm Eshrâqi, ramener le calme plat, grâce au Coran. Nazih, en bon ministre de Bâzargân, voudrait limiter l'épuration aux SAVAKis, alors qu'Eshrâqi, espérant profiter des disputes entre ouvriers, préconise d'étendre l'épuration aux "communistes". Tous deux savent fort bien qu'il y a si peu de communistes qu'il faudrait alors les inventer, et que le plus Nazih des deux se retrouverait le lendemain en tête de liste rouge. Ce fou, soutenu par tout l'Occident, tente un dernier coup de poker pour sauver le parti libéral, sa propre carrière, sa tête : il somme Khomeyni de désavouer son propre gendre, sans quoi, lui, ministre du pétrole, démissionnerait, soutenu par une grève ouvrière ! Le lendemain d'un bluff aussi grossier, il disparaît dans la clandestinité, hué par les islamistes, applaudi par les libéraux, dans l'indifférence des gueux. Le 28 septembre, le docile néo-islamique Mo'infar est nommé à sa place. La même dispute entre plus d'économie et plus d'Islam met alors aux prises le libéral arrivé Bâzargân, et l'arriviste islamique Banisadr. Le 15 septembre, le premier critique les "éléments hostiles à la propriété privée". Comme s'il ne s'agissait pas des gueux, qui alors exproprient depuis le centre des villes jusqu'au fin fond des champs, le second fait mine de se sentir visé dans sa burlesque théorie de l'économie d'après le towhid, où toute propriété est propriété de Dieu, dont l'homme, qui n'a même pas le droit de se suicider puisque sa vie même est propriété de Dieu, est une sorte de métayer, de valet, de Banisadr.

L'acharnement confus des idéologues à médiatiser la dispute, donne toute la mesure de cette deuxième phase de la révolte du Khuzestân. Conduite à partir d'une semi-clandestinité contrastant avec le marais de la polémique abandonné à l'ennemi, elle exprime à la fois que ses auteurs ne se sentent pas suffisamment forts pour renverser la continuation de la société du Shâh chez ces ennemis, mais qu'ils l'attaquent plus en profondeur, et durablement. Grève larvée et guerre civile larvée en sont les résultats, qui s'étendent aussitôt à tout l'Iran. Il faudra que toutes les armées de deux Etats transforment cette province

en Palatinat de Louvois pour en extirper cette racine. Et tous ceux qui pensaient, même pour des raisons non-économistes, que c'est la grande grève de 1978 qui a fait tomber le Shâh, sont, fin octobre 1979, contraints de penser, pour les mêmes raisons, qu'a fortiori Bâzargân, et même Khomeyni son mentor, arrivent au terme de leur sursis.

5) LES TROUBLES DE LA PAROLE

Comme sous les pavés il y a la plage, sous le travail il y a la pensée. Le travail est la pensée objective, aliénée. En Iran, la critique pratique du travail a libéré la pensée subjective dans une abondance de manifestations, une grandeur et une diversité de vues, dont les individus des "classes laborieuses" ne peuvent même pas rêver.

La parole est le fixateur de la pensée subjective ; elle est aussi son gage. Elle est son chant et sa statue, sa synthèse et son programme. La parole est toujours de la pensée médiatisée, objectivée, ce qui l'oppose à la pensée en actes comme la conscience à la passion : bien qu'il y ait de la passion dans la conscience et de la conscience dans la passion, la théorie n'est pas toute pratique et la pratique n'est pas toute théorie.

L'effondrement simultané de la police et du travail, les deux principaux garants de la censure, a instauré en Iran la liberté de la parole et de la pensée, c'est-à-dire sans borne. Douaniers des bornes de la parole et de la pensée objective, les principaux groupements de valets subissent soudain la critique sans autorité pour la faire taire. La critique est le moteur et le régulateur, le mouvement et la preuve, le révélateur de la vraie pensée, la pensée libre, la vérité pratique. Tout dire, c'est tout critiquer. La critique est toujours une pratique et c'est une pratique sociale. La critique dépasse dans leur unité la contradiction entre pratique et théorie, entre action et pensée. Les idéologues ont pour fondement de leur place sociale, de leur existence même, l'entretien et la justification de cette contradiction. C'est pourquoi les menteurs libéraux, gauchistes et néo-islamiques sont tout d'abord en pleine déroute lorsqu'on ne peut plus parler plus haut que ce qu'on fait, ni agir plus bas que ce qu'on dit.

La première borne rétablie par ces partis valets bousculés, est de dénaturer cette critique en la présentant sous sa forme, dans sa

quantité, comme la sempiternelle et inévitable kermesse qui accompagne tout changement brutal de gouvernement, et où le petit peuple exalté épuise rapidement son euphorie imbécile. Cela permet de taire sa qualité, d'ignorer son contenu, de cacher sa nouveauté. Ce qui filtre hors d'Iran est l'existence de milliers de tracts, de centaines de journaux (à la mi-août 1979, pour Téhéran seulement, 180 quotidiens, hebdomadaires et mensuels d'information générale nés depuis février, 500 demandes de parution officielles, sans parler de toute la presse clandestine destinée à le rester), de batailles de pamphlets dignes de la Fronde, de livres maudits, de livres interdits. Mais les valets du monde entier font un écran volontaire sur ce qui se dit dans les assemblées de quartier et d'usine, dans les dédales des bazars et les places publiques, dans les écoles et les mosquées. Rien de cette littérature si prolifique de ce printemps perse n'a été traduit hors d'Iran. Le débat de ce siècle bénéficiant des conditions les plus riches a été isolé et asphyxié par le silence de ses ennemis, qui, incapables d'y prendre part, en ont muré l'accès et enterré la diffusion. Seuls les pâles échos distordus de la propagande vieille comme leurs idéologies des éternels militants de gauche et quelques ouvrages de soudaines vedettes néo-islamiques (Bâzargân, Banisadr, Khomeyni, etc.) sont substitués au plus vivant des débats. Ainsi la communication entre gueux d'Iran et gueux du monde est interceptée et remplacée par la pseudo-communication entre valets d'Iran et valets du monde. Même les fameuses cassettes pré-enregistrées (dont les plus célèbres ont été les exhortations de Khomeyni depuis son exil parisien) n'ont franchi la frontière iranienne que dans le sens de l'importation. Et si de multiples scribouillards de tous bords ont tenté de canaliser la puissante explosion iranienne en l'édulcorant spectaculairement hors d'Iran, il n'est pas connu que des Iraniens écrivaient alors sur le monde, ce qui paraît non seulement vraisemblable, mais aussi beaucoup plus à propos.

Battue en brèche à Téhéran, la censure s'est donc reconstituée à la frontière iranienne. La première mesure des valets du monde entier contre la parole libre en Iran a été de la circonscrire à l'Iran. C'est pourquoi hors d'Iran, le débat iranien n'apparaît nullement comme un débat entre gueux, complètement occultés, et valets, mais entre les différentes divisions de valets seulement. La première victoire des idéologues est de faire passer un débat sur le monde pour un débat entre idéologues, au moyen d'idéologies déjà connues. Là non plus donc, rien de nouveau. En conséquence, les gueux du monde ne se sont jamais reconnus dans les événements d'Iran, et n'ont jamais soutenu, encore moins songé à imiter les gueux d'Iran, dans ce qui leur

était présenté comme une ennuyeuse tragédie, mi-absurde, mi-exotique.

Si les valets d'Iran sont divisés, c'est sur la manière de contrôler à nouveau le débat, c'est-à-dire de le figer et de restaurer la possibilité policière de le falsifier. Cette division spectaculaire oppose les libéraux, porte-parole du vieux monde, et chargés d'en sauver les meubles au nom de sa modernité, aux gauchistes et néo-islamistes, chargés de la récupération et de l'infiltration des gueux. Cette division est également le reflet de leurs places dans la société : les libéraux sont les valets supérieurs ou spécialisés, grands bourgeois, professions libérales, notables, cadres, officiers de l'administration ; gauchistes et néo-islamistes recrutent aux échelons inférieurs de la hiérarchie parmi les valets les plus pauvres, étudiants, contremaîtres, sous-officiers, petits commerçants, bas-clergé, paysans. Les libéraux sont aussi la tête de pont de l'étranger (l'étranger est l'étranger à la révolution iranienne, du diplomate américain à l'exilé qui n'a pas osé rentrer à la chute du Shâh ; cette naïve xénophobie qui correspond à une insuffisante théorisation des groupes sociaux en mouvement dans la guerre sociale, a rapidement été exploitée par les idéologues en de nombreux amalgames, d'où la résurrection du puant nationalisme iranien ou l'usage systématique du non moins puant mot-choc "impérialisme"). Non seulement les libéraux filtrent la publicité de la révolution iranienne hors d'Iran, mais ils sont introducteurs et pourfendeurs méprisés puis haïs, comme le Shâh, de tout ce qui fait la richesse du monde et la pauvreté des pauvres.

Lorsqu'en janvier 1979 Shâpur Bakhtiyâr abolit la censure du Shâh, il y eut un putsch des journalistes libéraux sur l'information dominante. Kayhân, Ayandegân, Ettelâ'ât, les principaux quotidiens nationaux, tombèrent aux mains de leurs rédactions. Ni leurs ouvriers, ni leurs lecteurs, bien sûr, ne furent consultés. Ceux-ci s'indignèrent vite des professions de foi occidentalo-démocrates de ces carriéristes qui avaient tous rampé sous le Shâh et s'auto-proclamaient maintenant porte-étendards de la liberté, prétention tapageusement amplifiée hors d'Iran, où ce coup de force de spécialistes salariés est présenté comme le summum de la liberté possible, par leurs collègues de tous les pays.

Un second putsch eut lieu à la radio et à la télévision les 12 et 13 février. L'arriviste Qotbzâde, muni du seul mandat de son ambition personnelle, s'en empara, avec culot, au milieu de l'émeute. On se souvient que le 14, les gauchistes fedayines, toujours en retard, furent repoussés lors d'une fusillade par les gauchistes mojahedines, qui en croyant pouvoir le doubler, défendaient l'arriviste. Mais l'arriviste

Qotbzâde, plus malin, fit appel en direct à des spectateurs, sans prendre la peine d'expliquer à ces renforts quels intérêts ils renforçaient. Une grève immédiate des journalistes libéraux, scandalisés d'avoir été devancés par un outsider, permit à l'arriviste d'être le premier à utiliser l'arme de l'épuration contre des grévistes. Au lieu d'atteindre des sommets spirituels, "La Voix de l'Islam" devint d'abord un objet de curiosité par son islamisation terre à terre ; puis, très vite, dans le foisonnement des moyens d'information ambiants, un objet d'ennui, abandonné. Avant d'avoir appris à s'en servir, la fraction islamique avait réussi à neutraliser le plus puissant des organes dominants. Gauchistes et libéraux en furent déboutés avec brio par un arriviste, étouffant dans leur précocité les âpres convoitises de ces alliés concurrents.

Les gueux ne tardent pas à manifester leur désaccord devant ces passations hâtives. D'abord, n'étant plus seule à parler, cette presse ennemie n'est plus écoutée. Le 23 mars, "Le Monde" s'indigne des pressions sur Kayhân : en un mois, le bouche à oreille lui aurait déjà fait perdre 50 000 lecteurs sur 800 000 ! Pour Le Monde, il ne peut s'agir que d'un odieux complot contre la liberté si un confrère libéral perd des lecteurs en période révolutionnaire. Le Monde ne sait pas encore que la révolution des gueux, dont celle d'Iran est l'ébauche, supprimera tous les journaux quotidiens (cette triste mesure du temps !), à commencer par ceux qui ont le plus longtemps et le plus impunément menti, depuis Kayhân et La Prensa, en passant par le Washington Post et la Pravda, Sun et Bild, La Croix et Les Echos, El Pais et La Gazzetta dello Sport, jusqu'à, bien sûr, Le Monde. Ensuite, conseils et comités de base passent à la critique ad hominem. Des furieux viennent jusque sur leurs lieux de travail prendre à partie et molester des journalistes. Exigeant à leur tour l'épuration, les comités Khomeyni occupent radio, télévision et journaux le 10 avril. "Tous les journalistes le disent : il n'y a pas de censure imposée par le haut, mais parfois nous recevons des menaces de gens incontrôlés."

La presse occidentale et la presse occidentalisée d'Iran, devenues elles-mêmes cette censure imposée par le haut, se croient affranchies de devoir rendre des comptes. Habituees comme leurs lecteurs en temps de paix sociale à laisser passer, voire à cautionner de multiples "petits" mensonges, elles ne savent nullement que la révolution est par essence la critique de toute petitesse et de tout mensonge. Pas davantage à l'écoute de leur public que lorsque ce public se taisait, elles ne manifestent que le puéril triomphalisme, tempéré de vertueuses craintes, de leurs propres carriéristes, qui s'imaginent déjà

arrivés, c'est-à-dire à la tête de l'Iran devenu une sorte de vaste quotidien libéral.

Gauchistes et islamistes, s'ils n'ont pas des prétentions moindres, n'ont pas des moyens aussi immenses. En jouant le tampon entre cette presse libérale, dont ils voudraient bien confisquer les meubles, et l'indignation de ses ouvriers et lecteurs, dont ils voudraient bien confisquer la parole, ces deux fractions d'idéologues s'allient, comme deux petites employées rivales, avides de plaire, s'empruntent leurs ustensiles de maquillage (ainsi Dieu, non seulement n'est jamais critiqué, mais souvent adopté par les gauchistes, alors que les islamistes apprennent le militantisme gauchiste et bombardent en mot-vedette incritiquable le concept léniniste d'impérialisme). Le 26 avril, Khomeyni accuse, sans les nommer, certains journalistes occidentaux d'avoir été soudoyés sous le Shâh. Rien, soit dit en passant, n'est plus probable. Mais en accusant ainsi, l'oracle se fait le porte-parole du milieu entre les deux extrêmes, les gueux furieux dont il reproduit la véhémence, la presse libérale qu'il avertit sans agir contre elle. Comme un chien qui aboie avec les loups pour les épuiser, il met en garde en même temps ceux que veut mordre sa dangereuse escorte : "après les fusils ce sont les plumes qui se sont dressées contre l'Islam" fulmine-t-il de la même manière contre les "intellectuels" (superbe inversion : ce ne sont évidemment pas des fusils qui s'étaient dressés contre l'Islam, mais des gueux, dont la plupart se réclamaient de l'Islam, qui s'étaient dressés contre des fusils).

Je trouve important d'exposer ces crapuleries et les petites tricheries qui ont conduit à l'installation d'un dispositif contre les gueux, parce que ceux-ci, engagés dans un débat plus vaste et plus exaltant, n'y ont pas suffisamment exercé leur vigilance. Ces minuscules manoeuvres, auxquelles les valets sont formés, et que les gueux ont le tort de tolérer, sont exemplaires, pour toutes guerres sociales, de la façon dont l'ennemi se redispense après une défaite.

Le journal Ayandegân, traduisant une interview de Khomeyni au "Monde", la titre d'une interprétation plus qu'abusive : "Khomeyni disculpe la gauche." Khomeyni furieux, bannit formellement un journal aussi désinvolte (ce que n'importe quel citoyen aurait fait, si ses propres propos avaient été aussi dénaturés). Mais Khomeyni, soit désir de dissimuler qu'il est obligé de renier l'alliance des islamistes et des gauchistes, soit qu'il craint l'interprétation d'un bannissement qui n'implique nominale que sa personne, en formule une autre raison : le même journal a publié dans le même numéro un communiqué du groupe terroriste clandestin, Forqân. A ceux qui

prétendent que Khomeyni est trop jaloux de sa personne, on objecte que c'est parce qu'Ayandegân couvre des criminels terroristes qu'il est excommunié ; à ceux qui se plaignent de l'interdiction d'un journal parce qu'il donne la parole à des réprouvés, on répond que c'est parce qu'il a déformé les propos de l'Emâm, qu'il est interdit. C'est la première censure, dans la mesure, il est vrai, où la parole de Khomeyni fait loi, contre une organisation indépendante, habilement amalgamée à une critique d'un mensonge. Les gueux ont été dupes : quelle que soit l'action de Forqân, leur intérêt était de protéger sa parole. Cet habile précédent ouvre un débat sur la loi sur la presse. Le 15 mai, le comité islamique de Kayhân en expulse 20 journalistes qui s'étaient solidarisés avec ceux d'Ayandegân. Dans le journal du Parti de la République Islamique (PRI) on peut lire : "le journalisme indépendant ou neutre" ou "journalisme non-aligné" relève de "la démagogie ou l'ignorance". Phrase pleine de sens pour les gueux qui l'inspirent et pleine d'arrière-pensées pour les valets qui l'écrivent. Le 3 juillet, le premier journaliste occidental est expulsé pour article "malveillant" (ce qui est un euphémisme : la presse occidentale, au mépris des faits et des démentis, dresse à son public une image horrible et fantastique de l'Iran, dominé par un cruel vieillard arriéré, appliqué perfidement et uniquement à la destruction de ce que cette presse appelle démocratie). Fin juillet, le gouvernement iranien profite de sa première offensive au Kordestân pour interdire les déplacements des journalistes étrangers sur le territoire de l'Etat.

Comme pour la vengeance, les gueux vont se laisser donner la loi par les valets islamiques. Une loi sur la presse a pour seule fonction de la limiter. Une loi sur la presse est le principe de la censure. La seule vraie liberté de la parole, est l'absence de loi la régissant, qui n'existe dans aucun Etat du monde, tant son principe est contraire à celui de l'Etat : même la grammaire commencerait à rattraper son retard sur le monde, en bonds surréalistes ! Mais si les pauvres acceptent qu'un gouvernement soit leur émanation, toute loi de ce gouvernement sera également comme fait par eux, en leur nom. Tant que les pauvres laissent passer des lois sans se révolter, ils resteront soumis.

Le 6 août, la loi sur la presse est effective ; le 7, Ayandegân est saisi, ses journalistes arrêtés ; le 14, une manifestation laïque fait la preuve de l'absolue minorité des partisans de la presse libérale : 20 000 sympathisants drainent 2 000 contre-manifestants et laissent 20 blessés. Le siège des gauchistes fedayines est mis à sac. Hors d'Iran, cette censure a été présentée comme une censure sur toute la presse, parce que cette presse libérale censurée y est considérée comme toute

presse. Pour les gueux d'Iran, pour lesquels la parole était alors incensurable, contrairement à ceux des démocraties occidentales, elle ne pouvait censurer que des menteurs et des imposteurs. L'information, dans un moment historique où elle est si importante, ne se prenait plus alors dans de pareils torchons, mais de bouche à oreille, et dans la vaste presse parallèle. Les gueux avaient commencé à casser la gueule aux responsables libéraux, et c'est autant pour les protéger que pour affadir et diriger la colère que la loi devint nécessaire. En août 1979, les gueux n'y virent qu'une extension pondérée et légale de leur propre action, bien loin de pouvoir se retourner contre eux.

Commence alors un indigne cache-cache entre la presse occidentale et la censure, interdisant "outrages et calomnies" à la République Islamique, ponctué d'expulsions de contrevenants (un journaliste peut être tenu pour responsable de ce qu'écrit son journal, même sous une autre signature : les journalistes montraient en effet leur "bienveillance" aux autorités, puis leurs journaux publiaient leurs infamies dans les éditoriaux en marge de leurs articles insipides déclarés, ou sous d'autres signatures ; un journaliste ne peut plus exercer en Iran avec un simple visa de touriste : on voit la ruse ; sous peine de sanction un journal doit publier les démentis du gouvernement : en principe, la moindre des choses). Fin août, l'hystérie anti-kurde permet d'interdire 22 publications, dont toute la presse de gauche. Les militants islamiques s'emparent aussi du quartier général de toutes les gauches, l'Université, et y organisent même un autodafé aux cris de "l'Islam est victorieux, le communisme sera anéanti". Ils sont contrés par des gardiens de la révolution, qui, cette seule fois, feront honneur au sens premier de leur nom paradoxal (la plupart du temps ils se comportent en matons), et contredisent ainsi la mesure fondamentale de toute loi sur la presse : "ceux qui déchirent des livres sont contre-révolutionnaires." Le 4 septembre, 12 journalistes étrangers sont expulsés d'un coup ; le 9, Kayhân et Ettelâ'ât sont nationalisés.

Les idéologues islamiques se sont emparés des journaux libéraux et ont interdit la parole aux gauchistes. Mais la victoire sur leurs rivaux les met alors en danger contre les gueux. Leur propagande n'arrive pas à faire l'unité contre les Kurdes. Les rites de la religion même ne semblent observés que dans la mesure où ils sont un refus du travail, un prétexte de rencontre ou d'agitation. Le gouvernement est de plus en plus violemment critiqué. Et les complicités des chefs religieux commencent à faire l'unité contre eux. Fin octobre, marche arrière, toute la presse de gauche est réautorisée : il vaut mieux avoir

des alliés que de régner seuls avec des adversaires se renforçant dans la clandestinité que la puissance momentanée des gueux transforme en abri.

Téhéran, Khuzestân, Kordestân, banlieues, usines, campagne, partout la parole des troubles se formule en ces curieux troubles de la parole où la charpente d'un discours se dessine dans l'imagination issue de la communication généralisée : "deux autres demandes ont été rejetées, l'une pour la diffusion d'informations périodiques sur bandes magnétiques, ce cas n'étant pas prévu par la loi sur la presse, l'autre à cause du "manque de compétence morale" de l'auteur de la demande."

De Cronstadt en 1921 nous connaissons les Izvestia, et du Quartier latin en 1968, les graffitis. Mais de Téhéran, onze ans plus tard, l'intelligence a été interceptée et les cris intégralement déformés. Si pourtant l'avenir en est l'écho, c'est parce que la spontanéité explosive du mouvement n'est que sa séduction et sa jeunesse ; mais que son fond solide et puissant est son organisation. La richesse du discours de la révolution iranienne nous apparaît dans sa substance nourricière : c'est un mouvement des conseils.

6) ORGANISATIONS DES GUEUX

Les conseils, ouvriers, paysans, de soldats, de marins, d'entreprise, de quartier, Soviets, Räte, Shuras, depuis leur naissance en 1905 à St-Pétersbourg, ont toujours été tous vaincus. Les Etats bien différents qui ont eu à les combattre les ont fusillés tant qu'ils pouvaient être tus, calomniés s'il fallait les reconnaître, et se sont insinués par l'hypocrisie et la flatterie dans ceux qu'ils ne pouvaient plus que récupérer pour assassiner.

Les "conseillistes" s'émerveillent bruyamment, comme les hommes d'Etat s'irritent en silence, de ce qu'à chaque insurrection il en foisonne. La raison en est simple : une grève sauvage ou une insurrection éclate ; les organisations préexistantes n'y sont ni préparées ni conviées ; grévistes ou insurgés sont alors contraints de se coordonner, de se déléguer des responsabilités sans attendre que partis ou syndicats s'y intéressent ou s'y intègrent ; le conseil est né. Est baptisée conseil toute organisation de ceux qui n'en ont pas et se la

donnent eux-mêmes. Une définition aussi large est comme un vaporeux déshabillé de gaze : chacun peut imaginer en dessous ce qui lui plaît ; et personne n'ose toucher à un tel concept de peur d'être déçu. La théorie des conseils, depuis Pannekoek, s'est arrêtée. La pratique des conseils, c'est-à-dire l'auto-organisation des pauvres quand ils se révoltent, soumise au siècle, s'y est engagée profondément, sans son ombre, sans sa théorie.

La révolution iranienne a été le plus vaste mouvement des conseils connu, et le moins connu. Ce paradoxe ne redémontre qu'avec éclat combien l'information est un monopole ennemi (des conseils). Dès le début de la grande grève de 1978, les ouvriers iraniens, privés des maquereaux syndicaux et des eunuques politiques alors en exil ou en clandestinité, furent bien obligés de s'organiser seuls et ensemble, pour défendre leur grève et pour s'approprier leurs usines. Lorsque l'engagement est au-delà du point de retour, lorsque donc communiquer est devenu nécessaire, il y a génération spontanée de conseils.

La longue répression sous le Shâh, et la durée exceptionnelle de cette grève générale, ont fait la force et la faiblesse des conseils iraniens. Leur force : toujours exposés à la répression directe, ils furent à l'abri de la récupération ; irremplaçables dans leur fonction, les conseils ne purent être ni noyautés ni attaqués de front par les mallas ou par les guerilleros, pas encore convertis en militants, et n'ayant pas encore l'autorité suffisante pour dénigrer ces organisations notoirement anti-shah. Leur faiblesse : le même couvre-feu, les mêmes combats quotidiens leur interdirent de se fédérer. Ainsi en février 1979, après quatre mois d'existence, les conseils en Iran s'étaient étendus à toutes les usines, puis à toutes les administrations en grève ; puis, avec la fuite des SAVAKis, et dans leur sillage, de tous ceux qui craignaient trop leurs compromissions passées, la pénurie de pétrole, d'aliments, de vêtements, d'eau et de médicaments, et la distribution des armes, des conseils se créèrent dans toutes les principales villes. "Morris also reports that "neighbourhood committees, sometimes called islamic cooperatives, have been created to help those in need, particularly strikers and the families of those injured in street clashes". One of the Teheran committees has put 200 people to work making low cost clothes and others are distributing medical supplies he says. "It appears" says Morris, "that a broad democratization of public life is occurring here, and that it is happening without any government control".

Aucun mouvement de conseils depuis le début du siècle n'a eu un baptême de feu aussi long, aussi

profond. En février 1979, alors que l'Etat est en ruines, l'organisation de la société en conseils est un chantier dont les fondations sont déjà terminées.

La pauvreté et la rareté des rapports sur un phénomène aussi riche et aussi abondant entretiennent la confusion à ce sujet. La différence entre conseils et comités (révolutionnaires, islamiques et Khomeyni) est partout signalée mais nulle part expliquée d'une façon satisfaisante. Le plus probable est que le conseil est l'organisme des représentants de la base, alors que le comité serait une sorte de censeur idéologique et moral. Cela dit, la frontière entre les deux organismes est mouvante : dans beaucoup de cas les conseils ont joué eux-mêmes le rôle du comité, et les comités ont souvent la même modalité de fonctionnement, et même les mêmes compétences que le conseil. Bref, souvent les deux mots désignent la même chose. Lorsque c'est le cas, le conseil est le plus souvent issu du comité de grève de l'entreprise, et le comité, du conseil de quartier : "la vacance de pouvoir et l'unanimité révolutionnaire président à la formation des conseils de quartier qui se transforment par la suite en Komitehs que le nouveau pouvoir va s'approprier non sans difficulté." Construits autour du lieu de travail, les conseils ont plutôt été noyautés par les gauchistes, alors que les comités, construits autour de la mosquée, prenaient plutôt une teinte islamique.

Une disparité plus grande encore marquait leur organisation interne. Hélas, lorsqu'ils ont prononcé le mot magique de conseil, les conseillistes de tous bords présupposent leur organisation copie de celle à laquelle leur idéologie adhère. Ils s'intéressent à ce moteur du conseil à peu près autant que si c'était la tapisserie intérieure d'un carrosse. Je n'ai même pas de preuve qu'il y ait eu en Iran des conseils pratiquant la démocratie, quoique j'en sois persuadé, tant la situation y était favorable. Par démocratie j'entends ce que ses ennemis nomment démocratie totale, c'est-à-dire la libre élection et la libre révocabilité des délégués. La plupart des conseils iraniens semblent avoir été des conseils élus une fois pour toutes, et certains auraient vu leurs délégués nommés, par exemple par le mollâ du quartier ou le directeur de l'entreprise. D'autres conseils encore ont composé avec les restes ou les renouveaux de l'autorité d'avant la révolution. On trouve des conseils d'usine tripartites, un tiers de délégués du personnel, un tiers de sièges pour la direction et un tiers pour les représentants du ministère de tutelle. Ainsi se trouvait reproduit le schéma des syndicats du Shâh ; de même, de nombreux comités de quartier ont pactisé avec les nouvelles formes de police et les résidus des

anciennes. Mais au cours de l'année 1979, l'éclectisme des conseils et la variété inimaginable de taille, de forme et de contenu semble s'être encore accrue par un mouvement de radicalisation de ces organismes devenus souverains, mouvement lui-même très inégal selon le lieu et le temps : "dans toutes les entreprises, grandes ou petites, les comités ouvriers, nés pour la plupart pendant les grèves insurrectionnelles de l'automne dernier, ont instauré une sorte de "dictature autogestionnaire". En collaboration ou non avec les comités islamiques, les ouvriers procèdent à des épurations, désignent leurs directeurs, s'octroient des hausses de salaire, fixent la nature et le niveau de la production. N'ayant aucun statut légal, ces comités ne sont pas passibles des tribunaux. Les licenciements ayant été interdits - sauf dans des cas exceptionnels - les patrons ne peuvent pas non plus réduire leur personnel, et, encore moins, sanctionner les "fauteurs de trouble" qui bénéficient le plus souvent de la complicité des "comités islamiques". On est loin des "chouras" , ces conseils mixtes patrons-ouvriers-employés que les intégristes musulmans avaient tenté d'imposer au début de la révolution comme substituts aux syndicats." Même s'il avait mieux connu le sens du mot "Shurâ" et la composition des syndicats sous le Shâh, cet approximatif journaliste du "Monde" n'en aurait pas moins marqué d'affolement d'autant de liberté à la base ; et s'il s'était douté de la pluralité "absolue" du mouvement qu'il esquisse avec autant d'effroi, certainement n'aurait-il même pas rapporté si peu de ce débat si vaste.

Mais si leur vie interne a été bariolée, l'action concertée de ces conseils sur le monde, et même sur le mouvement iranien, est restée bien pâle. Les pauvres y ont géré, et bien entendu, comme toujours, mal géré. Les conseils sont d'abord un instrument de défense, défense de l'entreprise, du quartier, défense du pauvre dans sa pauvreté, défense de ce qui est là. La plupart du temps, les conseils tendent à détruire des institutions pour les remplacer et non pas pour détruire l'activité de ces institutions. Quoique ils l'aient partout et toujours soutenue vigoureusement, ils ne m'est pas connu que les conseils aient pris l'offensive dans la guerre sociale. Cependant, devenant l'autorité responsable de la vie civile, le conservateur du bien public, un frein au mouvement de ses membres, les conseils, généralisés, ont été l'incontournable ennemi du gouvernement et la terreur secrète des idéologues.

C'est pourquoi l'écrasante majorité des idéologues a feint de soutenir les conseils. Il faut en excepter les libéraux, qui, chargés de la rénovation de l'Etat ont feint de les ignorer, comme la presse hors

d'Iran, qui s'était faite en bloc l'écho de cette petite coterie-là. Toutes les gauches, même léninistes, ont fait comme Lénine en 17 et le SPD en 18, elles ont crié vive les conseils ! d'une voix blanche, sauf le Tude : "the attitude of the left parties towards the councils is on the whole favorable. Only the Tudeh Party has achieved the historic distinction of being decidedly unenthusiastic about the whole idea of the workers' councils, even in the teeth of the workers' overwhelming enthusiasm... The vehemence of the Tudeh Party on this subject is puzzling. It seemed to me (something less than a belief but more than a suspicion) that it was stronger than any other party among industrial workers and also that those of his sympathizers who are or were members of councils are as fervently for the councils as everyone else." C'est que le PC iranien, qui sait avec un peu plus qu'une certitude qu'il a un peu moins qu'un soupçon d'influence auprès des ouvriers de l'industrie, contrairement à ce qu'en pense le brave de gauche écrivant dans "Merip Reports", sait aussi combien, de Cronstadt à Budapest et Prague, la pérennité du stalinisme a toujours eu pour préalable l'écrasement des conseils.

Les partisans officiels les plus chauds des conseils ont été parmi les néo-islamiques : "Khomeiny himself has supported the idea of councils in the most general possible way (allegedly reluctantly and under pressure from Taleghani) although it is not clear what he means by the word." L'âyatollâh Behehti, le 1er mai, va jusqu'à dire : "Pour libérer les travailleurs de l'oppression des propriétaires, il faudrait créer des conseils ouvriers islamiques, de vrais "soviets", six mois après le début de leur existence ! "On assiste même à la tentative de lier le conseil au martyr par le slogan : "Il y a - deux choses, principes, institutions essentiels - le martyr et le conseil" (Chahâdate asto chôwra)". Le mot conseil en Iran, Shurâ, est un mot coranique qui signifie consultation. De Mahomet à 'Ali, la consultation est restée un principe de commandement chez les fiers et farouches nomades qu'étaient les premiers musulmans. L'Article II de la Constitution de 1906, qui accorde à un Conseil de cinq religieux le droit de veto sur toute décision du Parlement, est l'exemple le plus célèbre de la survivance de l'antique coutume de Shurâ dans l'Iran shi'ite (il convient d'ajouter que ce droit n'a jamais pu s'exercer). Le néo-Islam ancre ainsi dans sa propre origine l'origine des conseils. C'est l'Islam, disent les menteurs comme Behehti, qui crée les conseils, les conseils sont vieux comme l'Islam. Les conseils ne sont pas l'organisation spontanée d'une révolution qui cherche sa théorie, mais le retour des conseils est du à un retour de l'Islam. Ainsi, quitte à bousculer un peu les répugnances de Khomeyni, le néo-Islam fait oublier qu'il prend le

train des conseils en marche en prétendant qu'il est depuis toujours sa locomotive.

De février à octobre, comme en 1917 en Russie, les conseils, en 1979 en Iran, connaissent une impunité qui les transforme en avalanche. "Pendant un temps (derniers mois de l'ancien régime, jusque quelques mois avant le départ de Banisadr)" en été 1981, "un bouillonnement conseiliste s'est emparé de la société toute entière, n'épargnant aucune organisation : universités, usines, écoles, administrations, villages, zones urbaines, régions ethniques etc. Ne serait-ce que pour rendre justice à la révolution iranienne, il faut, au risque d'en surestimer la portée, attirer l'attention sur la massivité et l'ubiquité du fait conseiliste en Iran pendant cette période." Jusque dans l'armée la critique de l'organisation passée se fait par l'organisation en conseils : "De nombreuses unités ont élu des "conseils" de soldats, de marins, d'aviateurs. Conseils à ne pas confondre avec les "comités islamiques" avec lesquels ils coexistent quand ils ne les supplantent pas." "Certaines unités ont élu leur propre commandant et refusent d'obéir à ceux qui ont été nommés par le chef d'Etat Major Général, qui, le plus souvent, finit par entériner la décision prise par la troupe." Mais au moment où les premiers conseils, forts de leur expérience et de son impunité se radicalisent et haussent le ton, l'hypocrite adhésion de tous les idéologues y pousse déjà en masse les timorés, les suivistes et les paysans. Comme les foules de l'Ashurâ avaient plus bloqué la rue à l'insurrection qu'elles ne la lui avaient ouverte, la généralisation permise des conseils est l'eau dans leur vin.

Il serait cependant trompeur d'oublier que cette victoire du quantitatif sur le qualitatif s'est déroulée dans une longue ivresse ne se cristallisant qu'insensiblement en gueule de bois. Dans les campagnes, les casernes, les usines, les écoles et les bidonvilles, de la propriété privée à la hiérarchie, en passant par la probité des chefs religieux, tous les principes de domination sont mis à mal sans mots d'ordre. C'est comme si, dans la glaise silencieuse dans laquelle est encastrée l'apathie des pauvres, l'absence de respect et le plaisir d'agir commençaient à insuffler un mouvement imperceptible à des millions de golems, condamnés à mourir sans avoir vécu. Les conseils sont la première étape de cette tentative de maîtriser leur histoire. Et de cette terrible poussée les dégâts sont visibles sur le champ : chaque conseil ne consulte plus que soi-même pour agir et l'Etat a perdu le contrôle de ce qui se fait, de ce qui se pense. Industrie, commerce, information ne sont plus coordonnés par une tutelle centralisée et ne le sont pas

encore par une union à la base. Même la religion, si fort en progrès, est discutée et interprétée dans chaque comité par les passifs d'hier, d'où ses progrès. Le consensus prêché par les chefs religieux est un vœu pieux. D'abord charmés par l'avalanche de questions, ces théologiens sont maintenant épouvantés par la boule de neige des réponses. Ce n'est plus le sommet de la société qui maintient sous le poids grandissant de sa lente élévation ceux qui gémissent en la soutenant, c'est cette base, sur laquelle est construite la pyramide, qui la balance à bout de bras, menaçant à la moindre accélération de son mouvement, de lui faire perdre cet équilibre si fragile, dont le maintien est devenu un si grand miracle.

7) ORGANISATIONS ENNEMIES

Pendant l'année 1979, l'image donnée de l'Iran était celle de fractions concurrentes, âprement engagées dans une course au pouvoir devenu vacant. De multiples organismes, partis, groupes, groupuscules y sont mêlés, divisés, et chacun possédant ses atouts et ses fiefs considéré comme un des multiples "centres de décision", l'ensemble formant un tragi-comique chaos. Selon qu'ils commettent une analyse "économique", "politique", "sociale", "théologique", "militaire" ou "globale", les rapporteurs ennemis divisent chaque "sphère" entre quatre ou cinq concurrents. Voilà des parties de Monopoly bien incompréhensibles, quoique bien excitantes. Mais pourquoi durent-elles si longtemps ? En 1979, lorsqu'elle parle de l'Iran, l'information ennemie ne parle que de cette situation si anarchique et compliquée, qui n'est la situation anarchique et compliquée que des valets d'Iran. Un luxe de détails : ce que disent et jusqu'à ce que pourraient faire même des valets subalternes, laisse l'impression qu'on a beaucoup, peut-être trop, parlé de l'Iran. L'ironie à propos de l'incapacité de ces valets d'Iran à reconstruire l'Etat, s'est vite muée en agacement face aux excès de cet Etat, jamais compris comme l'écho affadi des excès de ses gueux. Car les gueux et leurs conseils ne figurent pas dans cette façon de présenter comme un jeu de société l'histoire du monde en Iran, sauf comme ajout, comme cartes "Caisse de Communauté" ou "Chance".

Comme dans tout jeu dans l'histoire, l'Iran en 1979 n'est pas divisé en quatre ou cinq, mais en deux : les gueux qui tentaient de s'organiser en conseils, avec les forces et les faiblesses qu'on vient de voir, et les valets qui tentaient de s'organiser malgré les conseils, avec les forces et les faiblesses qu'on va voir. Ce désordre dans les lignes ennemies, si promptement rapporté par tous les observateurs, et si persistant, a plusieurs causes : la marchandise, molestée, conspuée, sa circulation endommagée, vit son rôle de moyen de communication dominant ébranlé ; l'autre moyen de communication dominant, l'Etat, discrédité par le régime du Shâh, continua d'être détruit pendant que les conseils ne cessaient de se renforcer ; les valets n'osèrent jamais reconnaître que leurs ennemis étaient les gueux et furent donc obligés de s'organiser contre des épouvantails qu'eux-mêmes avaient plantés : communisme, athéisme, retour du Shâh, impérialisme, etc., ce qui les opposa entre eux et nuisit, pour le bonheur mais aussi la confusion des gueux, à leur efficacité ; leurs organisations ne furent pas construites en fonction de la lutte présente contre les conseils, mais en fonction d'une paix sociale hors de portée ; enfin les valets furent divisés sur la stratégie à adopter : répression ou récupération, ou plutôt, quel dosage entre les deux ? C'est pourquoi, à côté d'un Etat sapé à la base, qui cherche à se raffermir par le sommet, des organismes officiels nouveaux se constituent, usurpant des prérogatives, tantôt s'opposant à l'Etat poussés par les gueux, tantôt servant l'Etat contre les gueux.

a) Khomeyni

Sans titre ni fonction, Khomeyni est l'autorité suprême. On le nomme Emâm, ce qui veut dire guide religieux. Les shi'ites arabes donnent l'Emâm aux grands chefs religieux qu'en Iran on nomme plutôt ayatollahs. Mais les Emams pour les shi'ites sont surtout les douze grands Emams (dans le shi'isme duodécimain, majoritaire), descendants du prophète, et notamment le douzième, sous le règne duquel ils vivent depuis 1100 ans, et dont les shi'ites attendent la réapparition, puisque pour eux il vit toujours. En acceptant l'Emâm comme un titre, Khomeyni a accepté l'ambiguïté avec cette réapparition. En quittant Téhéran pour Qom le 1er mars, cet arbitre appelé à trancher tous les conflits qui lui sont portés, dont les délégués personnels (comme Eshrâqi au Khuzestân) ont autorité comme des commissaires de la Convention, cet idéologue dont les discours sont considérés comme le présent, et les directives comme l'avenir de l'Iran

et des shi'ites, se soustrait progressivement à la vue de ceux dont il ombrage la destinée et passe dans la semi-obscurité de l'Emâm caché dont l'incarnation paraîtrait alors en Iran à la mesure de l'extraordinaire d'une grande révolution. Son *image* est partout, dans les rues, les maisons, les usines, les casernes, à la télévision, dans les manifestations, sur les badges. Des rues et une ville prennent son nom. Ses apparitions, dans l'éclat de la simplicité, espacées avec économie, renforcent cette image ; de même, il ne reçoit que très peu, mais aussi bien les petits que les grands. Si bien que son image est devenue la réalité, complexe raccourci d'une ambiance que sa personne ne travaille plus qu'à alimenter. Aussi applaudit-on son image comme des spectateurs applaudissent au cinéma, pour manifester l'enthousiasme de leur soumission dans l'oubli de la différence entre ce qui apparaît et ce qui est. La lâcheté démagogique de tous les partis leur fait, sans exception, même ceux que Khomeyni attaque nommément (le Tude, par exemple), approuver toutes les paroles de ce haut-parleur. Mais comme pour Mao Zedong en Chine, ces paroles souvent vagues, contradictoires et trop tributaires de l'événement, de la religion, de l'ambiance, peuvent se retourner comme des crêpes et rester toujours comestibles. Aussi les gueux avancent à couvert de citations de Khomeyni contre les valets qui agissent également avec des citations de Khomeyni. Khomeyni, milieu et miroir fidèle de la dispute et l'indécision entre gueux et valets dont il est le monstrueux compromis, tranche de plus en plus dans le concret, érodant par là même sa supériorité si jalousement entretenue, puis se rétracte avec la même véhémence, sans conscience d'autant d'indécision, sacrifiant sérénité et clarté à l'image de véhémence, bien plus nécessaire à entretenir alors face aux gueux que toute cohérence. Aussi le murmure gagne t-il même cette projection lunaire qui se veut perpétuelle ; et Khomeyni, maintenant sur la défensive, doit utiliser les fêtes religieuses pour compter, dans des cortèges où la spontanéité est bannie, ses partisans, noyés parmi ceux qui ont peur d'eux, et plus encore, des plus virulents parmi les gueux.

Ainsi, le 17 juillet, 3 à 500 000 personnes ressuscitent à Téhéran, le souvenir des grandes manifestations de l'hiver passé (Shâpur Haqiqat, nullement impressionné par ces foules devenues mornes et sombres, mais restant déterminées et maîtresses de la rue, ne signale dans sa chronologie depuis février 1979, qu'une seule manifestation : le 21 juillet, soit quatre jours plus tard, 50 000 personnes, soit dix fois moins, ont répondu "à l'appel des formations laïques, nationalistes, libérales et des partis de gauche" ! Comment un public qui n'a pour informations que ces énormités de pareilles crapules, pourrait-il

soutenir, voire comprendre, la révolution iranienne ?) ; ainsi encore 1 million de manifestants à Behecht-e Zahrâ, le 7 septembre, anniversaire du Vendredi Noir. Enfin, le 26 octobre, le fourbe PRI appelle à manifester autour du slogan émotionnel et devenu vrai : "Attention citoyens, l'Imam est seul." La première institution de l'Etat et de l'idéologie est seule par l'altitude, mais aussi abandonnée par la ferveur populiste. Là encore, comme à chaque ressac de l'ambiance, Khomeyni teste puis entretient avec soin sa popularité, son seul capital : plusieurs centaines de milliers de citoyens viennent apporter leur crédit à ce charisme chancelant, sans dissimuler la lézarde profonde du socle de la statue, mais témoignant aux valets du PRI que la masse de son bronze peut toujours se changer en canons.

b) Conseil de la Révolution

Un Conseil de la Révolution avait été nommé par Khomeyni avant son retour en Iran. Ce Conseil, qui ressemble bien davantage à l'idée de consultation que peut se faire un Emâm inconditionnel de Mahomet et 'Ali qu'à des conseils ouvriers, ou des comités, même portant son nom, arrogants et indépendants, n'a jamais été dissous à ma connaissance. Jamais non plus sa composition n'avait été rendue publique, ce qui permit de douter de son existence formelle. A part Khomeyni, tous les chefs religieux, de parti et de gouvernement, en auraient fait partie, prenant sous le parrainage de cet organisme toutes les décisions auxquelles Khomeyni ne pouvait pas s'abaisser et auxquelles le gouvernement ne pouvait pas s'élever. Les gardiens de la révolution, par exemple, auraient été fondés par ce Conseil. Mais on imagine mal tant de sommités se réunir secrètement bien après la chute du Shâh ; et sinon, comment le secret sur la composition du Conseil aurait-il pu être gardé devant les fans des vedettes toutes neuves qui le constituaient, et devant les chasseurs de scoop ? C'est pourquoi ce cénacle d'autant plus prestigieux qu'occulte (et flattant bien là le goût du secret du shi'isme) n'a eu d'importance que sur le papier. Ainsi, Tâleqâni en est puisqu'il en démissionne le 27 février, ainsi que Mahdavi-kânî, Rafsanjâni, 'Ali Khâmene'i, Banisadr et Bâhonar dont on dévoile l'appartenance fin juillet, pour qu'ils puissent faire leur entrée au gouvernement avec un poids dont manque alors leur obscurité relative. Le Conseil de la Révolution semble avoir eu pour fonction de pouvoir promulguer l'unanimité, le consensus, entre les hauts valets de plusieurs tendances, sans rencontrer leur

opposition, tant après le départ précoce de Tâleqâni, il était devenu inimaginable pour un grand-âyatollâh, un chef de parti ou un ministre de s'en désolidariser sans s'exposer aussitôt mortellement. Tant que les conseils n'étaient ni détruits ni récupérés, tant que les valets d'Iran ne contrôlaient pas les armes, tant que la fragile popularité d'un vieillard (Khomeyni, le 1er mars 1979 : "il me reste un ou deux ans à vivre") est la seule institution sur laquelle ils peuvent compter, le Conseil de la Révolution a été pour les valets un atout de rechange.

c) Gouvernement

Le gouvernement, nommé lui aussi par Khomeyni avant la chute de Bakhtiyâr, était provisoire et responsable devant le seul Khomeyni puisque l'Assemblée (le Majles) était dissoute. Ce gouvernement manchot et sénile n'avait plus de bras pour frapper, plus de vigueur pour restaurer les ruines importantes d'une bureaucratie non moins importante et son seul attrait consistait dans la convoitise des arrivistes, qui, lorsqu'ils voient un Etat avec un pied dans la tombe, soupèsent déjà leur part d'héritage respectif. Le gouvernement Bâzargân, résolument libéral, laïc, bourgeois, était tout à fait sympathique à tous les autres gouvernements. Son seul objectif fut de reconstruire l'Etat. Malheureusement pour lui, comités et conseils ne crurent lui devoir obéir en rien et à aucun titre. Sahâbi, qui avait été nommé chef des comités de grève par Khomeyni dans une tentative aussi autoritaire que vaine de contrôler la grande grève, fut dès le 20 février nommé ministre des "affaires révolutionnaires" ; comme s'il y avait alors d'autres affaires ! Aussi impuissant contre les conseils que contre la vengeance, ce gouvernement les dissolvait par la force, là où il en avait, c'est-à-dire presque nulle part. Il faut dire que gauchistes et islamistes critiquaient et gênaient de plus en plus ce gouvernement, persuadés qu'il fallait récupérer et infiltrer les organisations de base, pour reconstruire sur ces acquis qui paraissaient imprenables aux pauvres, un Etat plus solide que ce remake de Mosaddeq avec vingt cinq ans - et quels vingt cinq ans ! - de retard. Aussi le gouvernement, au lieu de se réapproprier toute l'organisation civile à la base, dut se cantonner, pour défendre l'idée même de l'Etat qui était en péril, non seulement contre ses vrais agresseurs, les pauvres modernes, qui étaient tabou, mais encore contre ses concurrents islamiques et gauchistes, qui pour s'introduire parmi les gueux critiquaient violemment ce gouvernement, et surtout son idéologie. Bâzargân s'en

plaignit amèrement. Mais ses démissions, vues comme des caprices, furent refusées. Lui-même ne put retenir ses ministres qui tombaient par plaques, comme un vieux membre rongé par la syphilis.

Pourtant, comme il n'était nullement question d'une république des conseils, ou de l'abolition de toute légalité, il fallut bien, par respectabilité legaliste, abolir officiellement l'Empire et donner une légitimité au gouvernement provisoire. Le référendum sur l'abolition de l'ancien régime eut pour prologue, la première et peut-être la plus exemplaire dispute spectaculaire de ce nouveau régime, divisé pour régner : au lieu de leur demander s'ils voulaient ou non l'abolition, on demanda aux moutons que par courtoisie exagérée on appelle électeurs, s'ils voulaient ou non une "République Islamique". Ce sont les gueux, ce sont les conseils, ce sont les comités, qui auraient du rugir d'une pareille insolence, mais non, ce furent la gauche et les laïcs, dont les membres du gouvernement qui devint ainsi islamique, qui protestèrent contre cette formulation, proposant le non moins sinistre "République Démocratique". Parce qu'il y eut deux camps, au lieu d'en rire, les gueux se turent dans cette question sur l'organisation de la société, et dans un silence complaisant suivirent la balle à droite puis à gauche du filet, chacun priant pour son favori. L'arbitre de chaise, Khomeyni, penchait nettement d'un côté : les 30 et 31 mars, 98 % des votants mirent un petit bulletin vert (comme l'Islam) dans les urnes, alors que les 2 % qui y déposèrent un petit bulletin rouge (comme le drapeau du même nom) furent amalgamés aux nostalgiques des Pahlavi. Les opposants à l'"Islamique" avaient demandé l'abstention. Ce petit scandale legaliste, qui fonda tous ceux qui suivirent, fut vite oublié.

Enfin, comme l'exige la tradition moderne des Etats, il fallut donner à cette République Islamique une "Constitution". Mais pour en déterminer, et l'importance dans l'Etat et la composition, on pensa recourir à une Assemblée constituante, toujours selon la même tradition. Le 3 août eut donc lieu l'élection à l'Assemblée des Experts ("constituante" ne sonnait pas assez islamique) que boycottèrent les partis électoralistes par excellence, les libéraux et la gauche, estimant le terrain truqué d'avance, et sachant certainement sur un sujet si sensible pour eux, ce que truqué veut dire. L'écrasante majorité des "experts" est donc constituée de théologiens et de prêtres. L'opposition s'y targuera d'y avoir mis Qâsemlu, chef du PDKI kurde, Rajavi, chef des mojahedines, Javâdi, pouët libéral, et l'âyatollâh Tâleqâni, très populaire à Téhéran. Cette Assemblée a pour seule tâche d'établir un Etat moderne, sous la prééminence d'un Emâm, et d'entériner le

principe du Velâyat-e Faqih. Jamais, jusqu'à livraison, elle n'osa s'occuper même de murmurer contre la commande qui lui avait été faite. Et il n'est pas exagéré de dire qu'aucune organisation en Iran n'avait, depuis la chute du Shâh, autant oeuvré pour réintroduire par l'exemple, la servilité dans les affaires publiques.

d) Polices

La SAVAK était dissoute le 24 février. Dans le cas d'une police secrète, la dissolution formelle entraîne toujours l'anéantissement complet. Contrairement à ce qu'en sous-entend l'idéologie dominante, les polices secrètes ne sont pas peuplées de fanatiques, mais de carriéristes, et malgré le secret, tout relatif, d'ailleurs, dans lequel elles opèrent, ne sont pas des sectes soumises à des rites bizarres, mais des administrations donnant toute son extension à leur impunité. L'un des premiers mensonges, l'une des premières diversions, l'un des premiers actes de guerre contre le mouvement qui l'a permis, est, pour un régime qui s'installe dans les cendres d'une dictature, de brandir l'épouvantail du complot revanchiste de la police secrète du régime renversé, tablant sur le mélange irrationnel de peur et de haine que le nom infamant d'AVO, de PIDE ou de SAVAK avait semé. Mais comment la SAVAK, qui au sommet de sa puissance, plus crainte que la justice de Dieu, plus respectée que la Shâhbânu, maîtresse invincible de la place avec la complicité de tous les Etats du monde, a été prise d'assaut, pourrait-elle revenir, alors qu'elle est honnie dans le monde entier, que ses ennemis irréconciliables ont maintenant conquis ses armes, alors que ses membres sont traqués, en fuite, cachés ou pris ? Et même s'il avait existé une infime chance pour que revienne le Shâh, la SAVAK n'aurait pas été la première, mais la dernière chose qu'il aurait pu restaurer.

Une police secrète dégrade tous les autres services de police au rang d'auxiliaires craintifs, car policés eux-mêmes, et rendus inopérants par leur propre opposition au régime, née de cette frustration qui le plus souvent s'exprime par une grève de zèle et une résistance passive. Les polices ordinaires iraniennes, haïes pour l'uniforme du tyran qu'elles portaient encore, et méprisées pour se retrouver soudain moins armées que ceux qu'elles avaient à charge de contenir, s'évanouirent démoralisées, affaiblies par les désertions de toutes sortes, dans une paralysie d'anémique qui dura plusieurs mois

(le 5 juillet il fallut même interdire officiellement aux gardiens de la révolution d'arrêter des policiers !). L'immobilité de ce corps encore gros, devant l'imprécision des lois, et la véhémence sanguinaire qui lui était opposée, ne fut donc jugée être un recours pour le gouvernement que lorsque celui-ci fut assuré qu'il ne pouvait maîtriser aucun autre groupe armé. Et, certainement, en étant obligé de s'appuyer sur une telle police, le gouvernement faisait son aveu d'impuissance et inaugurait, publiquement, sa propre agonie. Quant à l'armée, dont on coupait la tête pendant que par le bas elle était gangrenée par ses conseils, il devint même question, dans l'Etat, de l'abolir purement et simplement.

Pendant la prise d'armes de février, les valets, peu habitués à être si découverts, pensèrent un instant appeler à la place vacante les guerilleros gauchistes dont les organisations pyramidales semblaient une garantie pour sauver un Etat. Mojahedines et fedayines se disputèrent donc âprement la place honteuse, avant que la poudre de l'insurrection se dissipant du champ de bataille, on ne s'aperçoive que ce n'était pas eux qui s'étaient emparés du gros des armes, mais bien x ou y, insurgés anonymes.

Graduellement émerge alors le corps des "gardiens de la révolution", les pasdarans. Abu Sharif, qui en a été nommé commandant, prétend qu'il s'est occupé dès avant la chute de Bakhtiyâr de former ce corps (dans une interview donnée en décembre 1979) suivant un décret du Conseil de la Révolution, alors que "Le Monde" signale que les pasdarans ne sont placés sous l'autorité de cet organisme secret que le 8 mai, pour lutter contre les "terroristes". Là encore, le mensonge et le silence intéressé ne permettent pas, aux contemporains des événements, de saisir d'où proviennent les gardiens de la révolution, qui ils sont et où ils vont. Il semble que, angoissés par l'inopérance des appels à la reddition des armes, idéologues islamiques et gouvernement, ne pouvant plus confier leur défense aux sounoises et bien trop minuscules organisations gauchistes, essayèrent de promouvoir un corps franc, à la fois milice, police et garde nationale. Habillant de civisme des hezbollahis, couvrant de légitimité des voleurs d'armes, neutralisant au service d'un statu quo qu'ils craignaient de ne pouvoir instaurer, des pauvres auxquels ils donnaient l'éclat de leur propre livrée en les faisant s'avancer sous la lumière comme service d'ordre du spectacle, les valets mirent entre eux et les gueux, parmi lesquels elle était prélevée, cette masse d'armes, vite odieuse, et odieuse à tous.

Car les gardiens de la révolution (Comme une contre-révolution est une contre-offensive, une révolution est une offensive, et donc, une révolution, aussi peu qu'une offensive, ne se garde. L'expression "garder l'offensive" est assurément un paradoxe, tout comme "garder un fugitif" puisque le fugitif cesse de l'être au moment où il est gardé. Garder la révolution signifie arrêter l'offensive, un syndicat ou un boutiquier diraient défendre l'acquis. Les gueux d'Iran n'avaient alors encore rien acquis, sauf justement leur mouvement, et leur offensive que les pasdarans voulaient "garder" n'avait ni atteint son point culminant, ni affaibli les forces ou le moral de ses auteurs de sorte à justifier une quelconque défensive ; de même trouvait-on dans le titre de "l'Immonde" à la mi-février, "La victoire de la Révolution", la tentative de limiter à la chute du Shâh un assaut contre le monde.) étaient encore bien trop indépendants et puissants pour rassurer ceux qui les flattaient en les institutionnalisant. Bâzargân, au début, y vit une police comme les autres, mais lorsqu'il envoya les pasdarans contre les grévistes, ils refusèrent d'y aller. De même agirent-ils avec un peu trop de zèle au goût de leurs patrons islamiques lorsqu'ils arrêtaient des parents de Tâleqâni qui étaient mojahedines. Les pasdarans furent une boule de feu devenant lave poreuse, non sans fumée. Là encore l'Islam, seule idéologie très présente et très souple, avait des gants, et sut, patiemment, prudemment, donner raison (au sens faire découvrir sa raison) à ce nouvel organisme répressif, composé d'hommes déterminés à éterniser février, comme si l'on pouvait garder un instant, si beau fut-il.

e) Institutions religieuses

Pour les mêmes raisons que les pasdarans gonflèrent leurs effectifs au détriment de la police, les institutions religieuses se virent soudain investies de l'autorité qui manquait aux institutions de l'Etat. L'arrivisme et le radicalisme se rencontraient et s'épousaient sous la bannière verte. Ce mélange, qui avait déjà réduit les fêtes de rue spontanées en fêtes religieuses à date fixe et les manifestations en cortèges, crispa comme dans une crampe douloureuse toutes les institutions religieuses promues au premier rang, parce qu'à ce moment, ce premier rang ennemi était le plus périlleux.

Les deux principales villes saintes de l'Iran, Qom et Mashhad, peuvent d'ailleurs être réduites, l'une à la comparaison avec l'arrivisme, l'autre avec le radicalisme islamiques. Dès la date du retour de Khomeyni, le 1er mars, Qom, à 150 kilomètres de Téhéran, fut considérée par beaucoup d'ambitieux comme le Versailles de la nouvelle République, et sa population, composée pour beaucoup d'étudiants en théologie, doubla, pense-t-on, en un an ; à Mashhad au contraire, au bout du monde, c'est la religion qui est mordue par la rage des conseils : "Mashad is a city whose residents have taken control in what appears to be a loosely organized commune system, that links workers, doctors and religious leaders" disait le Washington Post début janvier. De même, les mosquées contrôlent-elles parfois les comités et parfois sont envahies par eux. Les pèlerinages redoublent. Des "minorités religieuses" (sunnites, israélites, baha'is) voient leurs différences avec les shi'ites devenir des débats, parfois sanglants. Ceux qu'on considère comme grands-ayatollahs, tous vieillards, se terrent, peu habitués ou propices aux tourbillons d'une jeunesse ignorante, à la religiosité trop soudaine pour ne pas devenir suspecte, sauf Khomeyni, Shari'atmadari et Tâleqâni.

Ce dernier est la coqueluche de la gauche (qui est loin de lui appliquer le précepte de Marx : toute critique a pour préalable la critique de la religion). Khomeyni lui confie la responsabilité de l'entreprise qui va épuiser la rue en permettant aux chefs néo-islamiques de mesurer soigneusement et régulièrement leur popularité et leur force coercitive : la prière du vendredi. Le vendredi est le dimanche de l'Islam. La prière collective avec sermon, antique institution ressuscitée de l'oubli, se déroule hors de la mosquée, devant des foules aux proportions de l'hiver passé, et va permettre de compter les absents en injectant peu à peu le dégoût de la foule dans ces foules iraniennes qui avaient tant le goût de la vie. Mais Tâleqâni, le 7

septembre, anniversaire du Vendredi Noir, après un silence de plusieurs semaines, profite de cette tribune pour critiquer la politique kurde de la république islamique. Le 9, ce grand récupérateur meurt avec les honneurs, sans que son assassinat, par ses pairs, n'ait jamais pu être prouvé. Provisoirement, l'âyatollâh Montâzeri le remplace dans sa fonction, devenue si importante.

Enfin, il n'a pas manqué l'oeuvre récupératrice dirigée : la Jehâd-e Sâzandegi (croisade de la reconstruction). Fondée à des fins éconômistes par Bâzargân, les libéraux en sont cependant vite épurés. Les pasdarans sont son aile militaire, et elle enrôle des volontaires, hezbollahis et étudiants, qu'on éloigne dans les campagnes, où, en même temps qu'ils en sont isolés, ils rendent haïssables le mouvement de Téhéran. La même sanction avait déjà frappé les Gardes rouges et les étudiants d'Addis Abbaba. "The goals of the Jihad were officially stated as 1) to unite to energetic volunteers, especially university and high school students, unemployed high school graduates and others without work 2) to create lines of communication between the intelligentsia and the disinherited 3) to assist rural economic developments 4) to increase literacy among peasants 5) to propagate Islamic culture and the Islamic revolution in the rural areas... The Jihad considered every social and economic aspect of village life to be within its jurisdiction, such as setting up village councils and redistribution of land (which they supported but could not carry out in the absence of a word from Teheran)..." Avant de devenir une énorme administration, cette Jehâd était associée à l'organisation, dans Téhéran, de "journées" orwelliennes, comme ce 1er novembre 1979, journée du "sacrifice" et de la "lutte anti-impérialiste".

f) Partis politiques

f1) Libéraux

Le parti du déjà mythique Mosaddeq, le Front National, oscillait entre la nostalgie des années 50 et l'absolue cécité des vieillards qui le dirigeaient. Il eut la douleur de subir une scission, d'où jaillit le FDN, rajoutant l'original vocable "démocratique" entre les lettres fanées du FN, réalisée par l'avocat Matindaftari, authentifié petit-fils de Mosaddeq. Contrairement au parti geignant de Sanjâbi, celui-là gémit avec véhémence, puisque la véhémence était le ton du jour. Il faut également faire une brève mention à la formation de Bâzargân, à peu

près aussi lilliputienne que les deux autres, le Mouvement de Libération de l'Iran, créé quelques années plus tôt dans l'obscurité dans laquelle il est toujours resté, quoique, puis parce que, se prétendant islamique.

f2) Gauches

Les sociaux-démocrates ont fui avec Bakhtiyâr, il faut être Roulure pour s'en plaindre. Passons vite l'ultra-conservateur Tude, qui soutient Khomeyni, appelle au travail contre la grève et condamne les conseils. Alors que tous les autres partis politiques pensent que récupérer les gueux et massacrer les valets concurrents est la seule façon de s'emparer d'une dictature durable, le Tude pense que pour cela il faut massacrer les gueux et récupérer les valets. Pas beaucoup moins bornés, mais légèrement moins cyniques, un peu plus hypocrites, deux grands partis léninistes émergent de la brousse crépusculaire : les fedayines et les mojahedines. Meurtries par d'innombrables scissions, guerilleros impénitents, ayant le goût de la discipline et du secret, des armes et de la hiérarchie, de l'idéologie et de la vulgarisation, ces maigres bureaucraties sont déjà lourdes. C'est elles qui sont, à un degré moindre que le Tude, mais autant que les libéraux, la part conservatrice de la révolution iranienne. Partis des classes moyennes, ils défendent, non pas la modernité occidentale, mais le vieux monde occidental, ce qui dans ce vieux monde occidental est bien difficile à comprendre. Défenseurs du travail, du socialisme, de l'économie, d'une circulation limitée des marchandises, d'une armée populaire, d'un peu de religion, de beaucoup de nationalisme et de toutes les valeurs de la gaucherie mondiale, du féminisme au tiers-mondisme, ces misérabilistes ne comprennent pas, et s'y opposent avec vigueur, que c'est tout cela, justement, que les gueux d'Iran, auxquels ces cloisonnés prétendent faire la leçon, attaquent. Toutes les idées auxquelles la gauche iranienne se raccroche ont pris un coup de vieux depuis que les gueux d'Iran ont commencé à bouger en 1978, et ces fossiles coincés, qui rêvent de pouvoir "progressiste" à travers de sempiternelles réformes agraires et d'alliances de classe imaginaires, sont les derniers à pouvoir le savoir. Ils ne méritent même pas le préfixe néo, comme leurs rivaux islamiques. Hors d'Iran on oppose bien volontiers cette gauche, qui serait révolutionnaire, à l'Islam, qui serait archaïque. Mais en Iran, l'avis général est que les mojahedines sont plus à gauche que les fedayines athées, parce que les mojahedines sont musulmans, et que l'Islam est considéré comme à gauche du marxisme. Cette gauche qui

feint d'ignorer que la gauche a cessé de se savoir révolutionnaire avec Bernstein, voire avec Ledru-Rollin, et ce gauchisme, qui n'est pas encore revenu de Chine, ni même du Portugal, sont donc mariés dans une modération dont la seule forme est radicale. Ces conservateurs brimés par d'autres conservateurs pensent que le fait d'être brimé va cacher le fait d'être conservateurs. Mais pour défendre le bazar et l'université, ils ont toujours pris le fusil, comme le boutiquier contre les voyous. Et nous qui sommes du parti des voyous, nous avons vu errer avec leurs oeillères, ces angoissés, vociférant des slogans ou chuchotant des mensonges, sur les décombres de leurs boutiques, qu'ils s'acharnaient encore à défendre, avec dévotion, contre les intempéries mêmes.

Ainsi, de la clandestinité à la clandestinité, le chemin de croix des gauches sera pavé d'espoirs pitoyables, de revirements honteux, de bassesses baptisées tactiques. Tude et fedayines, parce qu'ils sont athées, mais aussi parce qu'ils manifestent des prétentions disproportionnées avec ce qu'ils sont, se trouvent, dès février, violemment interpellés par Khomeyni. A l'air pur de la légalité, ces groupes enflent de manière éphémère, et l'hostilité de l'Emâm leur fut la meilleure publicité. Pourtant le Tude vient lui manger dans la main et les fedayines préfèrent reporter leur meeting du 20 au 23 février, où ils parviennent encore, fortement affaiblis par leur défaite armée contre les mojahedines, à réunir 100 000 personnes à l'université. De là au 1er mai, qui est la journée du "sacrifice" et de la "lutte anti-impérialiste" de toutes les gauches, il y a beaucoup de bagarres, et l'anniversaire de la mort de Mosaddeq, le 5 mars, un million de participants à Behecht-e Zahrâ verront les orateurs laïcs empêchés de parler et la fondation du FDN. Pour la fête du travail, il y a quatre cortèges : le PRI, Shari'atmadari et Tâleqâni ; le Comité de Coordination Intersyndical, made in Tude, qui rejoint lâchement le premier ; les mojahedines ; et les "maoïstes". "Elles ont regroupé chacune quelques cent mille personnes" arrondit tranquillement un journaliste qui sait bien que personne n'est allé compter. Puis comme les anathèmes et les combats de nuit continuent, c'est fin août que les sièges de ces organisations sont fermés (Tude), pris d'assaut (fedayines) par les hezbollahis, sans, bien sûr, l'intervention des gardiens de la révolution, et évacués (moghahedines), qui après plusieurs jours de siège acceptent de se retirer en bon ordre de l'ex-Fondation Pahlavi, dont ils avaient fait leur imposant quartier général. Alors que le Tude, à force uniquement de reptation et de reniement arrivera à rentrer dans une semi-disgrâce, les fedayines sont déjà rentrés dans les égouts d'où ils sortent et où ils ne peuvent plus

proliférer. L'indécise et ambiguë attitude des mojahedines, semi-musulmans, semi-marxistes, qui critiquent un gouvernement, mais soutiennent un Etat, leur vaudra d'être rappelés par les islamistes bousculés, comme une cavalerie auxiliaire peu sûre, parce que de mauvaises moeurs. Mais après la mort de Tâleqâni, ces experts en doctrines et disputes de chapelle, secs et mécaniques, qui du fond de leur abnégation absurde analysent le monde comme s'il avait aussi peu de vie qu'eux, et dont la presse la plus abondante a été colportée hors d'Iran comme seule presse révolutionnaire, en savent-ils moins sur l'Iran que le lecteur attentif de ce texte. Et cantonnés dans une défensive de plus en plus outrée (c'est la vie, c'est parler, aimer, jouer qu'ils craignent et dont ils se retranchent), ils ne savent interpréter qu'en complots tout ce qui se passe autour d'eux, et qui est ce feu d'artifice d'offensives gueuses.

f3) Islamiques

Le PRI, Parti de la République Islamique, aussitôt constitué, organise une marche silencieuse, dès le 21 février 1979. Vilipendé comme obscurantiste et rétrograde, ce parti est au contraire le seul dont le programme adapte l'idéologie aux événements, au contraire de tous les autres partis qui ne reconnaissent des faits que ce qui vérifie leur idéologie. Le PRI est le laboratoire du néo-Islam. Son programme, imputé à un de ses fondateurs, l'âyatollâh Behechti (et apparemment, si l'on interprète Yann Richard, publié seulement en mars 1981, ce qui en dit déjà long sur la souplesse et le pragmatisme d'une organisation qui a tenu le premier rôle politique dans un Etat secoué par une révolution, pendant deux ans, sans programme), est un petit chef d'oeuvre de démagogie populiste. On y trouve d'abord une couche islamique anthropologique et éthique, pour donner le ton ; puis un enduit, étatiste, démocrate, dans le respect de l'auto-détermination des peuples et de la propriété privée, cimenté de quelques hardiesses empruntées aux gueux en révolte, comme le conseilisme ou le talion ; enfin une dernière couche islamique (révolution culturelle, pan-islamisme, etc.) pour garder la couleur et laisser sécher cette façade de synthèse hâtive et tape-à-l'oeil. Cette tiède bouillie voudrait voir la société construite à la fois sur le Velâyat-e Faqih, la "démocratie" et les conseils, bref tout ce qui est là, tout ce qui est irréconciliable. Ces bricoleurs d'idéologie sont comme ceux qui en conservent religieusement la lettre : ils veulent que rien ne change, que l'histoire s'arrête. Mais entre la lune de Khomeyni et les pâquerettes sauvages des rues de Téhéran, il fallait un interprète qui parle une synthèse idiomatique entre les deux langues, comme entre

les sciences positives et le public, il faut aujourd'hui passer par le filtre des vulgarisateurs. Le PRI fut cet interprète, plus à l'écoute, au départ, comme sa manifestation silencieuse le dénote, de la rue que des cieux. Le parti devint donc la pépinière des arrivistes en turban, toujours le plus sensible à l'ambiance, suivant de si près le mouvement gueux que ceux qui le suivaient de plus loin pouvaient croire, dans un reflet de perspective écrasée et d'autosuggestion politicienne, que le PRI le précédait comme le flûtiste de Hameln. Vainqueur des élections à la Constituante, dont Behechti devint président, les premiers succès, trop rapides, firent de ce rassemblement flou et gourmand une cible, ce qui manqua lui devenir fatal ; mais ce même éclairage des petites disputes et des personnages jusque-là inconnus le sauva aussi, parce qu'il lui attira des foules de recrues nouvelles, tant le carriérisme heureux et facile y rayonna soudain comme un phare au crépuscule. Alors que dans l'armée, les grades inférieurs, alors que dans la boutique, les petits bureaucrates, tous s'en prenaient depuis début février aux sommets de la hiérarchie qu'ils avaient jusque-là enviés, les petits ayatollahs et hojjatoleslams, c'est-à-dire les colonels, capitaines et sous-lieutenants de l'Islam, constituèrent l'équipage du PRI, dont les voiles gonflées au vent furieux des gueux ralentissaient celui-ci. Si les pauvres, dans les longues périodes a-historiques de leurs vies se laissent entraîner de l'apathie au défaitisme, à l'inverse, dans les périodes si intenses où tout change vite, ils se laissent rapidement glisser de la fête à l'insouciance. Le succès des ardents, voire enthousiastes récupérateurs du PRI, pratiquant l'arrivisme le plus effréné, dans une crise du monde arriviste où même l'arrivisme commençait à être publiquement menacé, découvre l'étendue des réserves ennemies, et combien l'insouciance peut coûter aux gueux.

Mais quoique ne se rebutant devant aucune souplesse dans la théorie, et devant aucune dureté dans la pratique, le PRI ne put seul recouvrir tout le champ à récupérer, tant la moisson fut féconde. Cette carence fut le créneau du PRPM. Ce petit parti fut si complémentaire au grand PRI, qu'en tout il lui fut opposé : patronné par Shari'atmadari, n°2 islamique, alors que le PRI se disait patronné par le grand n°1, Khomeyni ; Le PRPM était de la petite Tabriz, le PRI de la grande Téhéran, le PRPM de la province d'Azarbâjân, le PRI de la capitale ; dans l'imagerie imprécise des analystes politiques, le PRPM représentait les grands-ayatollahs, leur retenue, leur modération, leur passivité traditionnelle shi'ite, la Constitution de 1906, la sympathie de l'Occident, alors que le PRI fut considéré comme le parti des mollas, de leur véhémence, de leurs audaces récupératrices, de leur nouvel activisme shi'ite, de l'Assemblée des Experts, de l'exécration de

l'Occident. Le PRPM joua le rôle de l'archaïsme islamique (en Iran, parce qu'hors d'Iran, spéculant une fois de plus sur l'ignorance du public, on inversa les rôles, présentant la tiédeur du PRPM comme moderne, et la vigueur du PRI comme moyenâgeuse) offrant ainsi au PRI son auréole "révolutionnaire". Et c'est donc également en partie grâce à la mise en avant dans le PRPM de l'Islam discret de la grande bourgeoisie, que put s'épanouir avec autant de désinvolture le néo-Islam criard et populiste du PRI.

Enfin, signe des temps, il y eut dans cette décharge publique qui tint lieu de tout paysage à la presse occidentale, le sigle terroriste. Le groupe Forqân se réclamait de 'Ali Shari'ati et prétendait, dans ses rares déclarations, lutter contre tous les akhunds, c'est-à-dire tous les membres du clergé. Une série d'attentats soutint la mystérieuse réputation du groupe, jusqu'à sa dislocation en décembre 1979 : le 24 avril, assassinat du général Gharâni, qui avait démissionné du poste de chef d'Etat Major le 27 mars ; le 1er mai, assassinat de l'âyatollâh Motahhari ; le 25 mai, l'hojjat ol-Eslâm Rafsanjâni est blessé par balles au ventre, ce qui a rendu à la carrière de cet inconnu un tel service, qu'il serait absurde d'exclure qu'il ne l'ait lui-même commandité ; le 7 juillet, assassinat d'un gros bâzâri ; le 1er novembre, assassinat de l'âyatollâh Tabâtabâ'i, envoyé spécial de Khomeyni à Tabriz et père du nouveau porte-parole du gouvernement. Il est vrai qu'en Iran, la facilité de se procurer des armes et de se cacher peut avoir permis l'existence d'un tel groupe clandestin. Mais le terrorisme fait aujourd'hui partie de la panoplie de tout Etat, notamment en si grande difficulté que cet Etat iranien ; on a vu comment Forqân a été utilisé pour couper la parole lorsqu'Ayandegân a été fermé, et comment le "terrorisme" a été la justification de l'institutionnalisation des gardiens de la révolution ; Forqân est aussi la meilleure façon de discréditer la violence anti-cléricale de Shari'ati. Cette règle générale des attentats terroristes, comme quoi c'est toujours l'Etat sur le sol duquel ils ont lieu qui doit être tenu pour le premier suspect, parce que c'est lui qui y gagne le plus, complétée par cette règle particulière des attentats terroristes, comme quoi c'est toujours le parti des victimes qui y gagne le plus, semble moins contredite que confirmée par l'activité aussi spectaculairement exploitée de Forqân. En cette matière, malheureusement, il convient de considérer comme plus graves les présomptions que les preuves, qui sont comme les chiffres dans les traités d'économie, semés avec discernement par leurs auteurs, et conférant sous une apparence de transparence une autorité incensurable à leurs éventuels manipulateurs.

